



RAPPORT ANNUEL 2021

Pour des communautés plus résilientes !

> Siège social : Maroua-Palar,
Boîte Postale : 127 Maroua-Cameroun
Tél : (237) 696 70 27 91 ou + (237) 690 39 32 10
> Bureau de Garoua : Face Station CRTV Garoua
Téléphone : (237) 690 39 32 10; (237) 679 19 16 63

> Bureau de Yaoundé : Yaoundé 6, Acacia/Biyem-Assi,
Rue 7.322 (Rue des Amandiers) - BP : 8698 Yaoundé
Tél: (+237) 222 315 225; 672 22 25 58
> Bureau du Canada : 1377 Chemin Saint-Henri, Mascouche, QC J7K 2N5
Tél./Fax : +1 450 941 1338 Cell: +1 438-495-0195 (Canada)

E-mail : Contact@abioget.org • www.abioget.org



© ABIOGeT

> **Siège social** : Maroua-Palar,
Boîte Postale : 127 Maroua-Cameroun
Tél : (237) 696 70 27 91 ou + (237) 690 39 32 10

> **Bureau de Garoua** : Face Station CRTV Garoua
Téléphone : (237) 690 39 32 10; (237) 679 19 16 63

> **Bureau de Yaoundé** : Yaoundé 6, Acacia/Biyem-Assi,
Rue 7.322 (Rue des Amandiers) - BP : 8698 Yaoundé
Tél: (+237) 222 315 225; 672 22 25 58

> **Bureau du Canada** : 1377 Chemin Saint-Henri, Mascouche, QC J7K 2N5
Tél/Fax :+1 450 941 1338 Cell:+1 438-495-0195 (Canada)

E-mail : Contact@abioget.org

www.abioget.org

Pour des communautés plus résilientes !

Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles d'ABIOGeT.
PUBLIÉ PAR : ABIOGeT – Maroua, Cameroun
DROITS D'AUTEUR : © 2020 ABIOGeT, Actions pour la Biodiversité et Gestion des Terroirs

MENTIONS LEGALES ET ÉQUIPE DE REDACTION

Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles d'ABIOTGeT.

SUPERVISION	BÉATRICE KENGNE, PRESIDENTE
PUBLIÉ PAR :	ABIOTGeT
DROITS D'AUTEUR :	© 2021 ABIOTGeT, Actions pour la Biodiversité et Gestion des Terroirs La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du [des] détenteur[s] des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du [des] détenteur[s] des droits d'auteur.
CITATION :	ABIOTGeT (2021). Rapport annuel 2021: Cameroun: ABIOTGeT. 68 pp. Couverture © ABIOTGeT
CRÉDITS PHOTOS	© Mariama Kebfiene, Roland Gonmoga, Clément Sofalné
REDACTION	Clément Sofalné, Béatrice Kengne, Dr Tsama Valerie
MISE EN PAGE	Michel Alexis Keubeun Lélé
CONTRIBUTION	Mariama Kebfiene, Roland Gonmoga, Guy Magloire Fokam, Tapita Victoire, Rémi Dadigolo, Satchie Peguy, Pegouma Zakariaou
TRADUCTION	Akwesse Confort Clarisse
DISPONIBLE AUPRES DE	Siège social : Maroua Palar, Boîte Postale : 127 Maroua Cameroun, Tél : (237) 696 70 27 91 ou + (237) 690 39 32 10. Bureau de Garoua : Face Station CRTV Garoua; Téléphone : (237) 690 39 32 10; (237) 679 19 16 63; Bureau de Yaoundé: Yaoundé 6, Acacia/Biyem-Assi, Rue 7322 (Rue des Amandiers) - BP : 8698 Yaoundé; Tel: (+237) 222 315 225; 672 22 25 58 ; E-Mail: contact@abioget.org Site web : www.abioget.org

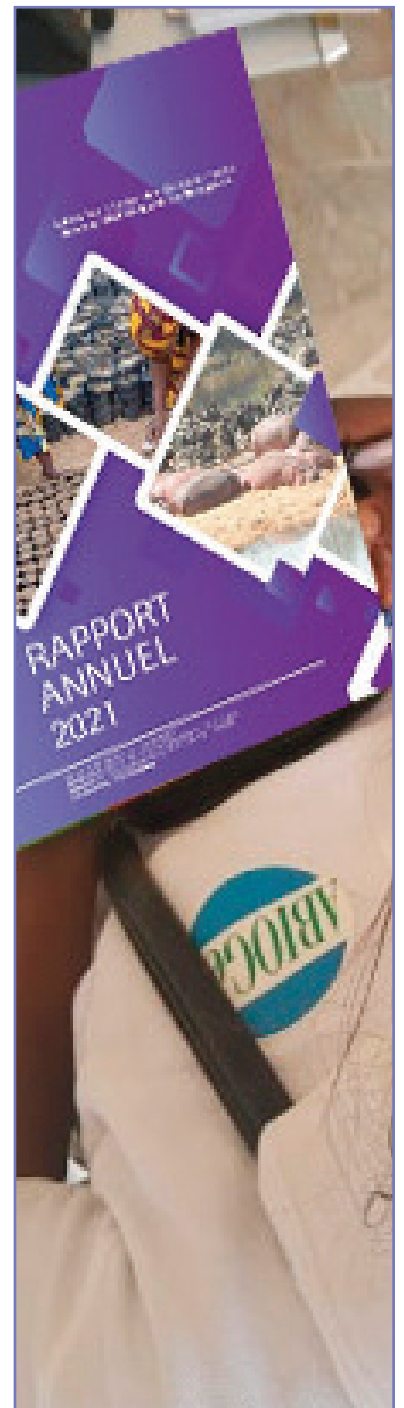


TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE (MESSAGE FROM THE PRESIDENT)	9 - 10
MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL (WELCOME FROM THE GENERAL DIRECTOR)	11 -12
PLAN STRATÉGIQUE D'ABIOGeT 2021 – 2025 ET PLAN D'ACTION 2022	14
À PROPOS D'ABIOGeT	15 - 18
PROJETS RÉALISÉS EN 2021 ET EN COURS	21
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Projet : pilote de production de noix de cajou, en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que de la restauration des paysages dégradés dans le Bassin versant de la Bénoué, Région du Nord Cameroun</i> 	22 -26
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Projet : Promotion de l'entreprenariat écologique et de l'autonomisation économique des femmes sinistrées par les inondations par l'appui à la création et au développement des coopératives et des chaînes de valeur des produits forestiers et agricoles. Numéro de projet : CFLI-2021-YUNDE-CA-014</i> 	27 -30
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Projet : Développement d'un plan d'action pour la restauration du paysage de Lam-Figuil.</i> 	31 - 34
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Programme SylvaCarbon/Partenariat entre le Service américain des Forêts et ABIOGeT</i> 	35- 36
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Projet : Renforcement de la résilience des populations côtières de l'estuaire du Wouri (Cameroun) aux effets des changements climatiques (projet résilience)</i> 	37 -48
AUTRES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2021	49 - 54
Situation de la production des plants en pépinières	55
Participation d'ABIOGeT à l'atelier de lancement de l'outil d'aide à la décision pour le choix des espèces et des sources de Semences pour la restauration des paysages et des terres dégradées au Cameroun (Yaoundé, 13 Avril, 2021):	56
Diversité pour la restauration (D4R)	
Participation aux activités marquant la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement	57
Participation d'ABIOGeT à la Cérémonie de distribution de la Stratégie et Plan d'action de mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Cameroun (Douala, 15 - 16 Avril 2021). Invitée par le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable	58
Plan d'actions harmonisé 2020 – 2021 pour la lutte contre la dégradation des terres et des paysages forestiers au Cameroun	59



ABIOMeT en chiffres

3445

Jeunes volontaires
conseillers
agroforestiers

5 399 452

Arbres plantés

682

Coopératives
agricoles
créées et soutenues

19

Employés
permanents
en 2021

43

Experts
volontaires
mobilisés en
2021



Novembre 2021 : Les femmes volontaires de la Commune de Lagdo en pleine séance de sensibilisation contre la covid-19





MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Je suis heureuse de présenter le rapport annuel d'ABIOGeT, qui expose en quelques pages les objectifs de nos programmes, l'impact de notre travail, et la force dégagée par notre personnel, les personnes et les partenaires qui nous soutiennent au Cameroun et à l'international. Tout comme 2020, cette année sera à jamais marquée par la pandémie de Covid-19 qui a eu un énorme impact négatif sur les communautés locales que nous soutenons tous les jours, en particulier les femmes et les personnes vulnérables. Le fait de pouvoir répondre si rapidement et d'aider autant de personnes pendant cette situation, témoigne de l'engagement de notre personnel vis-à-vis de la mission d'ABIOGeT. Cette catastrophe s'est aggravée par les bouleversements des changements climatiques, et les projets et le plaidoyer d'ABIOGeT sont élaborés de manière à aider les communautés locales à y faire face.

Au cours de l'année 2021, ABIOGeT a touché directement plus de 100 000 personnes à travers ses 5 projets de développement dans 17 municipalités au Cameroun. Nous ne l'avons pas fait seuls. L'appui de nos partenaires et de nos donateurs nous ont permis de continuer à remplir notre mission essentielle, qui est de « *contribuer à la connaissance et à la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, par la production et la diffusion des produits et des services d'aide à la décision pour notamment, l'État, les Collectivités locales, le secteur privé, la société civile, les institutions de recherche, de formation et de développement, les organisations de producteurs et les partenaires au développement* »

Cette année, le Conseil d'Administration d'ABIOGeT a adopté l'autonomisation des femmes et des filles comme priorité dans la lutte contre les changements climatiques et la pauvreté. Nos 18 années d'expérience nous ont montré que le fait d'aider une femme à gagner en autonomie et en pouvoir lui permet de s'offrir de meilleures opportunités et d'être en meilleure santé, mais que sa famille et sa communauté en bénéficient également.

A l'avenir, notre stratégie de plaidoyer sera renforcée au nom des communautés locales dans lesquelles nous intervenons. Notre nouvelle stratégie pour les cinq prochaines années porte sur 3 enjeux : *i) l'Adaptation des modes d'intervention et de pérennisation des initiatives de lutte contre les changements climatiques, la désertification et la préservation de la biodiversité; ii) Une saine gestion des ressources axées sur les résultats; et iii) la Mobilisation des ressources.*

Je suis également heureuse d'annoncer que l'année 2021 nous a permis à ABIOGeT de renforcer et de diversifier notre réseau de partenariat aussi bien au niveau national qu'international. Au niveau international, un accord de partenariat a été signé avec le Service américain des forêts des États-Unis (United States Forest Service) dans le but de renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et de la société civile dans la lutte contre les changements climatiques dans la sous-région de l'Afrique Centrale et le Gouvernement du Canada à travers le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (« MAECD ») et Affaires Mondiale Canada (AMC) a continué à nous faire confiance en soutenant le projet de *Promotion de l'entrepreneuriat écologique et de l'autonomisation économique des femmes sinistrées par les inondations par l'appui à la création et au développement des coopératives et des chaînes de valeur des produits forestiers et agricoles dans la régions de l'Extrême-Nord du Cameroun.*

Au niveau national, le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) continue de nous soutenir à travers le projet pilote de production de noix de cajou, en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que de la restauration des paysages dégradés dans le Bassin versant de la Bénoué, Région du Nord Cameroun (PAPRED-BASSIN VERSANT NORD) qui a permis de créer 42 coopératives agricoles et de planter plus de 300 ha d'anacardier dans les Communes de Lagdo, Pitoa et Bibémi. Cette intervention devra être dupliquée ou mise à échelle grâce aux soutiens d'autres partenaires, partout où le besoin se manifeste au Cameroun.

Un simple document ne pourra jamais refléter la richesse du travail d'un réseau aussi vaste et varié qu'ABIOGeT, mais j'espère que la qualité et l'étendue de notre travail et de nos membres au nom de la lutte contre les changements climatiques et la désertification vous inspireront.

Je souhaite remercier toutes les personnes qui nous soutiennent, nos employés, partenaires, donateurs et bailleurs, qui rendent notre travail possible.

La Présidente,
Béatrice KENGNE
MSc Droit, MGP, PMP



MESSAGE FROM THE PRESIDENT

I am delighted to present ABIOGeT's annual report, which outlines in a nutshell the goals of our programs, the impact of our work, and the potential of our staff, people and partners who support us in Cameroon and at the international level. Like 2020, this year will forever be remembered because of the Covid-19 pandemic, which had a tremendous negative impact on the local communities we do support every day, especially women and vulnerable people. The commitment of our staff towards ABIOGeT's mission can be seen through their prompt response to many people during this situation. This disaster has been increased with the disruption of climate change, and ABIOGeT's projects and advocacy are designed to help local communities deal with it.

During the year 2021, ABIOGeT impacted over 100,000 people through its 5 development projects in 17 municipalities in Cameroon. We have not done this alone. The support of our partners and donors has allowed us to continue to fulfill our essential mission, which is *"to contribute to the knowledge and sustainable management of natural resources and the environment, through the production and dissemination of products and services to support decision-making for, among others, the State, local governments, the private sector, civil society, research, training and development institutions, producer organizations and development partners,"*

This year, ABIOGeT's Board of Directors adopted the empowerment of women and girls as the priority for the fight against climate changes and poverty. Our 18 years of experience has shown us that helping a woman gain her autonomy and power does not only lead to better opportunities and health, but that her family and her community also benefits from it.

In the future, our advocacy strategy will be strengthened on behalf of the local communities in which we operate. Our strategy for the next five years covers 3 issues: *i) Adaptation of intervention modes and sustainability of initiatives to combat climate change, desertification and biodiversity conservation; ii) Sound results-based resource management; and iii) Resource mobilization.*

I am also happy to announce that the year 2021 has enabled us at ABIOGeT to strengthen and diversify our partnership network both nationally and internationally. At the international level, a partnership agreement has been signed with the United States Forest Service to strengthen the capacity of government and civil society actors in the fight against climate change area in the Central African sub-region, and the Government of Canada through the ministry of foreign affairs trade and development and Global Affairs Canada continues to trust us by supporting the project *"Promote ecological entrepreneurship and the economic empowerment of women affected by the floods by supporting the creation and development of cooperatives and product value chains forestry and agriculture in the Far North regions of Cameroon"*. At the national level, the Ministry of Economy, Planning and Land Management (MINEPAT) continues to support us through *the cashew nut production pilot project, to improve the living conditions of the populations and to restore degraded landscapes in the Benue Watershed, North Cameroon Region (PAPRED-NORTHERN WATERSHED)*, which made it possible to create 42 agricultural cooperatives and to plant more than 300 ha of cashew trees in the Lagdo, Pitoa and Bibemi councils. This intervention should be duplicated or scaled up with the support of other partners, wherever the need arises in Cameroon.

A single document can never reflect the workload of a network as large and diverse as ABIOGeT, but I hope you will be inspired by the quality and breadth of our work and our members on behalf of the fight against climate change and desertification.

I wish to thank all those who support us, our employees, partners, donors and sponsors, who make our work possible.

The President,
Béatrice KENGNE,
MSc of Laws, MGP, PMP



MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En 2021, ABIOGeT a fêté son 18ème anniversaire partout au Cameroun en offrant 18 000 plants fruitiers et forestiers dans 102 établissements scolaires à travers le Cameroun, une autre façon pour nous de sensibiliser et d'éduquer la jeunesse dans la lutte contre les changements climatiques, la désertification et la perte de la biodiversité.

Notre intervention consiste à aider les populations locales les plus vulnérables, principalement les femmes et les jeunes, en travaillant de près avec eux pour évaluer et fournir ce dont ils ont besoin et en favorisant la résilience des communautés face aux crises à venir. Nous nous efforçons à autonomiser économiquement les populations : les comités villageois, les coopératives agricoles, les privés pour qu'elles deviennent financièrement indépendantes. Nous soutenons cette ambition à travers nos domaines d'intervention : 1) *Améliorer les compétences en foresterie et en agroforesterie pour le renforcement de la sécurité alimentaire et la préservation des écosystèmes forestiers et l'environnement ; 2) Contribuer à la préservation de la biodiversité en promouvant les essences locales et la protection de l'habitat de la faune ; 3) Contribuer à l'éducation et à la sensibilisation environnementale ; 4) Promouvoir la gestion durable des terroirs par l'aménagement des bassins versants et la création des cadres de concertation ou des Tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire (Tables GIRT) ; 5) Encourager l'entrepreneuriat et l'emploi vert pour les femmes et les jeunes ; 6) Œuvrer pour l'accès à l'eau potable et promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement. 7) Intervenir dans l'assistance d'urgence, le relèvement précoce et le développement des moyens de subsistance en faveur des personnes affectées par des catastrophes naturelles ou des guerres.*

Nous entendons accroître notre influence et nos revenus de façon à atteindre les populations les plus marginalisées et à soutenir l'égalité des droits des plus faibles, qui sont dans le besoin, dans la lutte contre les changements climatiques et la désertification, car il s'agit là d'une solution clé. Pour y parvenir, notre conseil d'administration a adopté son plan stratégique 2021 – 2025 et son plan d'action annuel 2022 qui sont nos principaux documents d'orientation et de planification et pour lesquels nous avons besoin de votre soutien continu.

Tel que prévoit notre plan stratégique, je voudrais toutefois m'arrêter pour souligner notre engagement et détermination pour le développement des plantations d'anacardier et celles des essences à hautes valeurs économiques et de conservation au cours des cinq prochaines années. *Cela devra être fait en priorité en faveur des coopératives agricoles, des privés et des petits exploitants agricoles, tout ceci en cohérence avec les orientations nationales en la matière, déclinées entre autres par : la Stratégie nationale de développement des chaînes de valeurs de la filière anacarde au Cameroun 2019-2023, le Programme National de Développement des plantations forestières (PNDPF), le Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD) et le Document de Stratégie et Plan d'action de mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille Verte au Cameroun. Pour ce faire, ABIOGeT prévoit soutenir la plantation de 2000 hectares d'anacardier en vue de restaurer les paysages agroforestiers dégradés des zones de savanes sèche et humide et de booster le développement local.*

Nous espérons que ce rapport vous inspirera, à travers les chiffres certes, mais surtout à travers les histoires vraies des personnes que nous avons rencontrées dans nos communautés locales, celles-là même qui nous donnent l'énergie de continuer.

Nous sommes fiers et reconnaissants de vous avoir à nos côtés, en tant que supporteurs, amis et alliés.

Le Directeur Général,
Clément Sofalne

¹https://abioget.org/doc/plan_strategique_abioget_2021_2025.pdf

²https://abioget.org/doc/plan_action_abioget_2022.pdf

A WORD FROM THE GENERAL DIRECTOR

In 2021, ABIOGeT celebrated its 18th anniversary all over Cameroon by offering 18 000 fruits and forests plan in 102 schools throughout Cameroon; another way to sensitize and educate the youths on the fight against climate changes, desertification and the loss of biodiversity.

Our intervention focuses on helping the most vulnerable local populations, mainly women and youth, by working closely with them to assess and provide what they need and by promoting community resilience to future crises. We strive to empower people economically: indigenous committees, agricultural cooperatives, private individuals so that they become financially independent. We support this ambition through our areas of intervention: 1) *Improve forestry and agroforestry skills to strengthen food security and the preservation of forest ecosystems and the environment*; 2) *Contribute to the preservation of biodiversity by promoting local species and the protection of wildlife habitat*; 3) *Contribute to education and environmental awareness*; 4) *Promote sustainable land management through watershed management and the creation of consultation frameworks or local tables for integrated resource and land management (GIRT tables)*; 5) *Encourage entrepreneurship and green employment for women and youth*; 6) *Work to provide access to drinking water and promote good hygiene and sanitation practices* 7) *Intervene in emergency assistance, early recovery and livelihood development for people affected by natural disasters or wars*.

We intend to increase our influence and income in order to reach out to the most marginalized populations and support equal rights for the most vulnerable who are in need, in the fight against climate change and desertification, as this is a key solution. To achieve this, our Board of Directors has adopted its 2021 - 2025 Strategic Plan and 2022 Annual Action Plan as our primary guidance and planning documents, for which we need your continued support.

As stipulated in our strategic plan, I would however like to underline our commitment and determination for the development of cashew tree plantations and those of species with high economic and conservation values over the next five years. *This should be done as a priority in favor of agricultural cooperatives, private and small farmers, all this in line with national guidelines in this area, including: the National Strategy for the Development of Cashew Value Chains in Cameroon 2019-2023, the National Program for the Development of Forest Plantations (PNDPF), the National Action Plan to Combat Desertification (NAC/CD) and the Strategy Document and Action Plan for the implementation of the Great Green Wall initiative in Cameroon. To this end, ABIOGeT plans to support the planting of 2,000 hectares of cashew trees in order to restore degraded agroforestry landscapes in the dry and humid savannah zones and boost local development.*

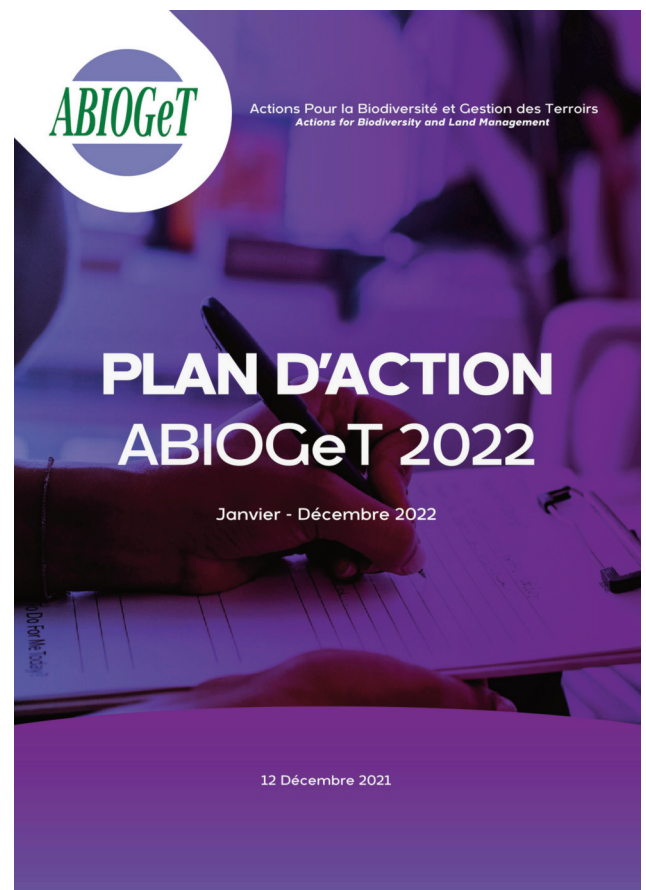
We hope that this report will inspire you, certainly through figures; but especially through true stories of people we have met in our local communities; particularly those that gives us the strength to continue.

We are honored and grateful to have you by our side as supporters, friends and allies.

The General Director,
Clément Sofalné

« A l'avenir, notre stratégie de plaidoyer sera renforcée au nom des communautés locales dans lesquelles nous intervenons. Notre nouvelle stratégie pour les cinq prochaines années porte sur 3 enjeux : i) l'Adaptation des modes d'intervention et de pérennisation des initiatives de lutte contre les changements climatiques, la désertification et la préservation de la biodiversité; ii) Une saine gestion des ressources axées sur les résultats; et iii) la Mobilisation des ressources »

Béatrice Kengne, Présidente



Plan stratégique d'ABIOGeT 2021 – 2025 disponible à : https://abioget.org/doc/plan_strategique_abioget_2021_2025.pdf

Plan d'action ABIOGeT 2022 disponible à : https://abioget.org/doc/plan_action_abioget_2022.pdf

LE PLAN STRATÉGIQUE D'ABIOTGET 2021 – 2025

**RÉSUMÉ EN 03 ENJEUX STRATÉGIQUES, 09 ORIENTATIONS,
32 OBJECTIFS ET 64 INDICATEURS**

ENJEU STRATÉGIQUE 1.

Adaptation des modes d'intervention et de pérennisation des initiatives de lutte contre les changements climatiques, la désertification et la préservation de la biodiversité

Orientation 1.1.

Soutenir les actions visant à réduire la vulnérabilité des écosystèmes terrestres et des populations aux chocs climatiques et aux impacts des catastrophes naturelles ou des guerres.

Orientation 1.2.

Intensifier les actions de gestion durable de la biodiversité et protection des aires protégées.

Orientation 1.3.

Assurer l'adoption par les parties prenantes, des politiques et des interventions de restauration des terres et des paysages forestiers.

Orientation 1.4.

Promouvoir l'insertion socio-économique à travers le développement de l'entrepreneuriat féminin et des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral.

Orientation 1.5.

Soutenir les pratiques de conservation et de gestion des ressources en eau pour une augmentation des productions agricoles et pastorales, et une satisfaction durable des besoins en eau potable.

ENJEU STRATÉGIQUE 2.

Une saine gestion des ressources axées sur les résultats

Orientation 2.1.

Favoriser un modèle organisationnel qui répond aux exigences d'efficacité, de responsabilité et de reddition de comptes.

Orientation 2.2.

Assurer le positionnement d'ABIOTGeT comme une référence et un leader dans le secteur de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles à l'échelle nationale et internationale

ENJEU STRATÉGIQUE 3 :

Mobilisation des ressources

Orientation 3.1.

Développer une stratégie de mobilisation des ressources propres et auprès des partenaires.

Orientation 3.2

Promouvoir la collaboration avec le secteur privé dans le cadre de leur « Responsabilité Sociétale des Entreprises » (RSE), pour la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et la réduction de la vulnérabilité des populations

A PROPOS D'ABIOMeT

CRÉATION

Fondée en 2004 comme association, avec son siège social à Maroua dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, « Actions pour la Biodiversité et Gestion des Terroirs » (ABIOMeT) a été élevée au statut d'Organisation Non Gouvernementale par arrêté ministériel n°00000052/A/MINATD/SG/DAP/SDLP/SONG du 15 mars 2017 du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD), pris conformément à la loi n°99/014 du 22 décembre 1999 régissant les organisations non gouvernementales au Cameroun (ONG).

NOTRE VISION

La vision d'ABIOMeT est d'être un Centre d'excellence reconnu au service de l'environnement et du développement durable en Afrique. Pour ce faire, il ambitionne de contribuer au développement durable par la production d'informations environnementales et l'appui à la gestion participative des ressources naturelles.

NOTRE MISSION

ABIOMeT a pour mission de « contribuer à la connaissance et à la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, par la production et la diffusion de produits et de services d'aide à la décision pour notamment, l'Etat, les Collectivités locales, le secteur privé, la société civile, les institutions de recherche, de formation et de développement, les organisations de producteurs et les partenaires au développement ».

NOTRE OBJECTIF GLOBAL

Lutter contre la désertification, les changements climatiques et l'insécurité alimentaire à travers la mise en œuvre des programmes/projets agroforestiers, d'éducation environnementale, de gestion de l'eau et humanitaires, à des fins d'amélioration des conditions de vie des populations.

NOS VALEURS

L'Intégrité, la Transparence, le Respect des personnes l'Équité, l'Engagement, la Responsabilité et l'Excellence.

NOS OBJECTIFS SPECIFIQUES

- i) Améliorer les compétences en foresterie et en agroforesterie pour le renforcement de la sécurité alimentaire et la préservation des écosystèmes forestiers et l'environnement ;
- ii) Contribuer à la préservation de la biodiversité en promouvant les essences locales et la protection de l'habitat de la faune ;
- iii) Contribuer à l'éducation et à la sensibilisation environnementale ;
- iv) Promouvoir la gestion durable des terroirs par l'aménagement des bassins versants et la création des cadres de concertation ou des Tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire (Tables GIRT) ;
- v) Encourager l'entrepreneuriat et l'emploi vert pour les femmes et les jeunes ;
- vi) Œuvrer pour l'accès à l'eau potable et promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement ;
- vii) Intervenir dans l'assistance d'urgence, le relèvement précoce et le développement des moyens de subsistance en faveur des personnes affectées par des catastrophes naturelles ou des guerres.



ABIOGeT couvre un large champ d'interventions incluant le suivi de l'environnement, l'aménagement du territoire, l'appui à la décentralisation, l'alerte précoce, la gestion des catastrophes, le renforcement des capacités, etc. Dans tous ces domaines, ses activités sont basées sur la participation, l'utilisation des technologies émergentes combinées à des travaux de terrain. Elles se répartissent en activités de service public (le suivi de la végétation, le suivi pastoral, le suivi agricole, le suivi des feux de brousse) et en activités de prestations de services sur la base de conventions et protocoles avec des partenaires comme le secteur privé, les collectivités locales, les associations communautaires de base, les organisations internationales. Pour y arriver, les axes prioritaires d'intervention suivants sont définis :

- collecter, saisir, traiter, analyser, conserver et diffuser des données et des informations sur les ressources naturelles et l'environnement en vue de faciliter la prise de décision ;
- contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et au suivi/évaluation des politiques, stratégies, projets et programmes relatifs au développement durable et à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles ;
- promouvoir la recherche/développement dans le domaine des ressources naturelles ;
- renforcer les capacités des acteurs ;
- conseiller et apporter une assistance technique aux institutions, projets et programmes travaillant dans le domaine de la conservation ;
- développer un partenariat avec les institutions nationales et internationales pour la mise en œuvre des actions de terrain.

Dans ces différents domaines, les interventions d'ABIOGeT peuvent générer des risques et impacts sur les populations et les milieux naturels. En vue de réduire, atténuer voire éliminer ces risques et impacts, ABIOGeT s'engage à travers une politique environnementale à encadrer ses interventions.

Nos groupes cibles :

Les bénéficiaires des interventions d'ABIOGeT sont réparties en trois principales catégories :

Les communautés locales. ABIOGeT apporte prioritairement son soutien aux petits agriculteurs, en les structurant en coopératives et en les accompagnant dans le développement des chaînes de valeur des produits agrosylvopastoraux ; ce qui leur permet d'améliorer leur niveau de revenu et développer l'économie locale. Parmi ces petits exploitants agricoles, une attention particulière est accordée aux jeunes et aux femmes, considérés comme les groupes les plus vulnérables et parfois les plus défavorisés. ABIOGeT apporte de l'assistance aux personnes affectées par les crises sécuritaires, alimentaires ou des personnes sinistrées suite à des événements malheureux comme les catastrophes naturelles (Inondations, sécheresse, etc.).

Les collectivités territoriales décentralisées (communes ou municipalités). Dans un contexte de la décentralisation où les gouvernements prônent le transfert des compétences et des ressources vers les municipalités, ces dernières occupent une place importante dans les projets réalisés par ABIOGeT et ses partenaires. La mission d'ABIOGeT auprès des Communes est de participer au ren-

forcement de leurs capacités en contribuant à la mise en œuvre de leurs Plans Communaux de Développement (PCD), véritables outils de planification et de développement local.

Les organismes gouvernementaux. Dans cette catégorie, se trouvent les ministères, les institutions ou agences de développement, les institutions d'enseignement, de formation et de recherches. Ces bénéficiaires bénéficient des programmes de renforcement des capacités élaborés par ABIOGeT grâce aux soutiens financiers apportés par les partenaires.

Notre approche d'intervention

Nous aidons les pays à adopter des approches intégrées de la gestion de leurs ressources naturelles et à façonner les changements systémiques nécessaires pour atteindre les objectifs du développement durable grâce à un développement résilient au climat. Nous identifions et mettons à profit les points d'inflexion politique, les programmes et les financements qui stimulent l'action aux niveaux local, national, régional et mondial. Nous travaillons avec nos partenaires pour changer les comportements, innover et piloter les approches, développer des solutions et catalyser les investissements qui permettent un développement sûr pour l'eau. Nous nous mesurons à travers les actions entreprises par les institutions et les autres acteurs avec lesquels nous travaillons qui façonnent la gestion durable des ressources en eau. Nous capturons et exploitons l'énergie créée par les cadres convenus aux niveaux international et régional. Nous agissons par le biais d'activités de démonstration à fort potentiel de réplication, mettant en évidence les éléments d'une bonne gestion de l'eau dans la pratique.

Notre gouvernance

Les organes statutaires de gestion d'ABIOGeT sont : l'Assemblée générale, le Conseil d'Administration et la Direction générale. L'Assemblée générale et le Conseil d'Administration tiennent régulièrement leur rencontre tel que prévu par les statuts de l'organisation. Depuis mars 2020, le conseil d'administration a adopté un certain nombre de politiques internes qui renforcent sa gouvernance.

Le système de gouvernance prend en compte l'ensemble des règles qui régissent les droits, les devoirs et les responsabilités de tous les employés, partenaires, volontaires et consultants, ainsi que des membres des organes statutaires. Il définit les principes de comportement, et vise à préserver la longue tradition d'intégrité et de crédibilité qu'ABIOGeT a su bâtir depuis sa fondation.

Afin d'atteindre les objectifs pour lesquels elle a été créée, conformément à des règles claires, précises et transparentes et dans le respect des lois, ABIOGeT s'appuie sur le respect des valeurs et principes éthiques communs à tout être humain comme l'honnêteté, la loyauté, la correction et ceux spécifiques à la nature de l'organisation humanitaire: l'impératif humanitaire, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance, la non-discrimination et la transparence.

Nos ambitions

Nos ambitions varieront selon les pays, les régions, les alliances et les opportunités. Au cours de la période couverte par la nouvelle stratégie, nous mettrons en œuvre deux programmes de travail triennaux qui définiront et réaliseront des

³Manuel des procédures administratives, comptables et financières ; Code d'éthique, d'intégrité et de la gestion de conflit d'intérêt ; Politique sur la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption ; Politique sur la délégation des pouvoirs financiers ; Politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel et de traitement des plaintes ; Politique de prévention et de réponses aux violences sexuelles ; Politique des droits de la personne ; Politique d'égalité entre les femmes et les hommes ; Manuel de gestion de matériels roulants (automobile et motocyclette)

ambitions différentes, définies par chaque région. Les ambitions seront motivées par les opportunités que nous aurons identifiées avec nos partenaires et façonnées par les idées qui émergent de notre collaboration, par les alliances que nous pouvons construire et par les ressources que nous sommes en mesure de générer. S'appuyant sur les orientations définies dans cette stratégie, nos équipes, guidées par leurs comités de pilotage, détermineront et développeront où et comment elles peuvent générer un impact.

Financement

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités d'ABIOT, plusieurs types de financements sont exploités notamment : les financements des partenaires au développement, les

subventions des gouvernements et des partenaires, la vente des produits divers (les plants par exemples), les prestations de services, les dons, les cotisations des membres, etc. Depuis quelques années, ABIOT encourage le système de contribution en nature pour résorber ses difficultés financières.

Afin de sécuriser les actifs et de mettre les partenaires en confiance, la Direction d'ABIOT s'assure que la gestion des ressources se fait de manière efficace et efficiente, obéissant au strict respect de ses statuts et du manuel des procédures de gestion financière, comptable et administrative.



Février 2021 : Visite de la pépinière de Bambou à l'Université de Dschang, conduite par l'équipe de Direction d'ABIOT, conduite par Monsieur Clément Sofalne



Juin 2021 : Pépinière d'ABIOGeT à Langui/Pitua

« Tel que prévoit notre plan stratégique, je voudrais toutefois m'arrêter pour souligner notre engagement et détermination pour le développement des plantations d'anacardier et celles des essences à hautes valeurs économiques et de conservation au cours des cinq prochaines années. Cela devra être fait en priorité en faveur des coopératives agricoles, des privés et des petits exploitants agricoles, tout ceci en cohérence avec les orientations nationales en la matière, déclinées entre autres par : la Stratégie nationale de développement des chaînes de valeurs de la filière anacarde au Cameroun 2019-2023, le Programme National de Développement des plantations forestières (PNDPF), le Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD) et le Document de Stratégie et Plan d'action de mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille Verte au Cameroun. Pour ce faire, ABIOGeT prévoit soutenir la plantation de 2000 hectares d'anacardier en vue de restaurer les paysages agroforestiers dégradés des zones de savanes sèche et humide et de booster le développement local »

Clément Sofalné, Directeur Général d'ABIOGeT



**OBJECTIFS
DE DEVELOPPEMENT
DURABLE**



PROJETS RÉALISÉS EN 2021 ET EN COURS

Titre des projets	Financement	Période
Projet pilote de production de noix de cajou, en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que de la restauration des paysages dégradés dans le bassin versant de la Bénoué, région du Nord	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)	2019 - 2023
Projet promotion de l'entreprenariat écologique et de l'autonomisation économique des femmes sinistrées par les inondations par l'appui à la création et au développement des coopératives et des chaînes de valeur des produits forestiers et agricoles. numéro de projet : CFLI-2021-YUNDE-CA-01	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (« MAECD ») et Affaires Mondiale Canada (AMC)	2021/2022
Projet d'élaboration d'un plan d'action pour la restauration du paysage de Lam-Figui	GIZ/Projet Forêt Environnement (ProFE)/Eco Consult	2021/2022
Programme SylvaCarbon	Service Américain des Forêts (US Forest)	2021/2022
Projet de renforcement de la résilience des populations côtières de l'estuaire du Wouri (Cameroun) aux effets des changements climatiques (projet résilience Wouri)	Gouvernement du Québec/ Programme de Coopération Climatique Internationale, par l'entremise de l'UQAR	2020/2023
Élaboration du Plan d'actions harmonisé pour la lutte contre la dégradation des terres et des Paysages forestiers du Cameroun	Organisation internationale sur le bambou et le rotin (INBAR)/MINEPAT	2021
Restauration des terres pour l'autonomisation des femmes rurales et autochtones post-Covid et la réduction de la pauvreté au Cameroun	Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	2021- 2024

⁴Projet financé par Bioversity International

⁵Projet financé par le Centre de recherches pour le développement international du Canada

PROJET PILOTE DE PRODUCTION DE NOIX DE CAJOU, EN VUE DE L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AINSI QUE DE LA RESTAURATION DES PAYSAGES DÉGRADÉS DANS LE BASSIN VERSANT DE LA BÉNOUÉ, RÉGION DU NORD CAMEROUN



Contexte et justificatif du projet

Dans les pays du Sahel comme dans la partie septentrionale du Cameroun, les ligneux comptent pour beaucoup dans les moyens de subsistance des populations rurales. La pression qui s'exerce sur ces arbres et ces arbustes est par le fait même considérable. Parvenir à la réduire s'apparente à un défi. En effet, convaincre des populations de ne pas couper les arbres qui leur permettent d'obtenir le bois de chauffage, le charbon de bois, le fourrage et le bois d'œuvre est pour le moins difficile quand la pauvreté est généralisée

et que les solutions de rechange sont pratiquement inexistantes.

Ce l'est encore davantage quand les politiques et les mesures législatives adoptées par les pouvoirs publics pour contrôler l'utilisation et la gestion des ligneux et des terres et ainsi assurer leur conservation ont eu, plus souvent qu'autrement, l'effet contraire. En omettant de reconnaître les droits des communautés sur les ressources forestières et foncières et en privilégiant le droit d'accès réglementaire au détriment de l'accès coutumier, les autorités ont par ailleurs

et sans le vouloir, instauré un climat peu propice à l'émergence de nouveaux modes de gestion et d'utilisation des ressources naturelles.

Cette situation, ajouté aux phénomènes de la désertification et des changements climatiques, a alors accéléré la dégradation des paysages et des terres dans la partie septentrionale du pays, *Projet PAPRED Bassin Versant Nord : Garoua : du 14 au 20 Octobre 2021 : formation des membres des Coopératives sur la Gestion d'une micro-entreprise* et cela a pour conséquences : la baisse de la fertilité des sols, la faible production ou du rendement agricoles, la dégradation du pâturage, les conflits entre les utilisateurs des terres (agriculteurs, artisans, éleveurs, pêcheurs, etc.), la pauvreté de la population, etc.

Pour renforcer les capacités des agriculteurs, le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) a mis sur pied le projet dénommé « *Projet pilote de production de noix de cajou, en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que de la restauration des paysages dégradés dans le Bassin versant de la Bénoué, Région du Nord Cameroun (PAPRED-Bassin versant Nord)* ». Le projet est exécuté par l'ONG ABIOGeT à travers un partenariat public-privé pour une durée de 24 mois, dans les Communes de Lagdo, Pitoa et Bibémi. L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et la création d'emplois verts en particulier chez les jeunes et les femmes, à travers le développement des plantations à fort impact économique grâce à la diffusion des plants d'anacardières et autres espèces dans les paysages agroforestiers dégradés du sous-bassin versant de la Bénoué. Le résultat ultime du projet est l'amélioration des conditions socio-économiques des agricultrices et agriculteurs vulnérables face aux changements climatiques et à la désertification, par la promotion et la création de micro-entreprises écologiques et d'emplois verts, grâce au développeront de la chaîne de valeur de la filière Anacarde dans les trois Communes d'intervention du projet.

Zone d'intervention du projet : Lagdo, Pitoa et Bibémi Réalizations pour l'année 2021.

Au cours de l'année 2021, l'équipe de projet a conduit les opérations de plantation d'anacardier et les activités de renforcement des capacités des membres des coopératives bénéficiaires.

Plantation d'anacardières

399,35 ha d'anacarde ont été plantés dans les Communes de Lagdo (168,79 ha), et Pitoa (230,56 ha). La carte ci-dessous présente la localisation des sites de plantation.
« *Renforcement des capacités technique, managériale et en équipement de 15 coopératives et/ou groupes d'initiatives com-*

munes (GIC) et 335 petits exploitants agricoles pour la gestion durable de 150 ha de parcelles agroforestières pilotes de production génératrices de revenu » sont :

Les activités prévues dans ce volet sont :

- la mise en place d'unités de production de biofertilisants (engrais organique)
 - le renforcement des capacités des membres des coopératives/GIC
 - Création de 15 Coopératives;
 - Constitution de 15 comités de gestion des équipements, matériels, forages et système d'irrigation;
 - Visite d'échanges des membres des coopératives à Mayo-Dadi/Sanguéré
 - Atelier de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur la production des plants forestiers et fruitiers;
 - Atelier de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur la gestion des micro-entreprises agricoles et le développement des chaînes de valeur;
 - Atelier de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur la sylviculture et l'arboriculture;
 - Atelier de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur la production et l'utilisation des bio- intrants (biochar, fertilisants mycorhiziens, compost, fumier);
 - Atelier de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur les meilleures pratiques agroforestières, de restauration des sols et d'adaptation aux changements climatiques.
 - La création des pépinières paysannes (03)
- Le tableau ci-dessous présente les résultats des activités de renforcement des capacités.

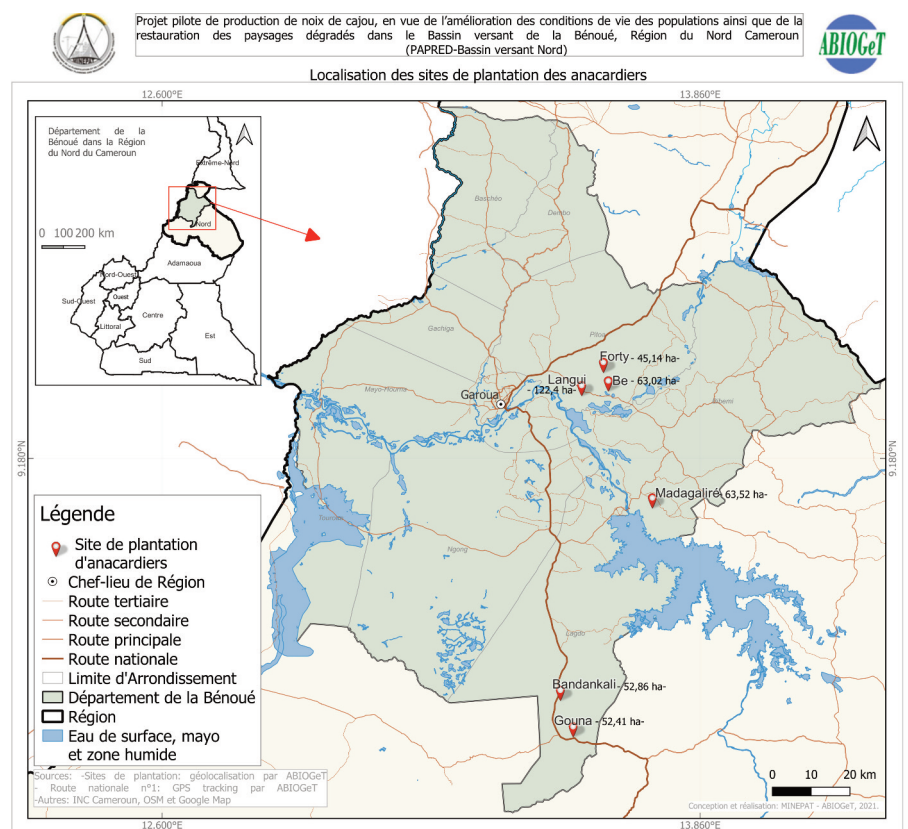


Figure 1 : Carte de localisation des sites de plantation d'anacardier (2021)

Activités programmées	Activités réalisées en 2021	Observations
La mise en place d'unités de production de biofertilisants (engrais organique)	285 personnes ont reçu les connaissances et sont aptes à mettre en place les unités de compostage dans les 3 trois Communes. Pendant phase, 14 unités de fabrication de compost ont été réalisées : Lagdo (07 unités), Pitoa (04 unités) et Bibémi (03 unités).	Pour pérenniser l'activité, ABIO-GeT devra continuer l'animation et la sensibilisation des agriculteurs et agricultrices
Le renforcement des capacités des membres des coopératives/GIC	Au total, quinze (15) Coopératives agricoles des producteurs d'anacarde ont été créées dans les Communes de Bibémi (05), de Lagdo (05) et de Pitoa (05). Pour y arriver, ABIOGeT a procédé à : i) l'organisation d'un atelier préparatoire d'information et de sensibilisation des bénéficiaires, ii) la facilitation à l'organisation des Assemblées Générales constitutives (AGC), et en fin, iii) la légalisation/formalisation des 15 Coopératives	Le processus de création des Coopératives a bénéficié de l'accompagnement et l'encadrement du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) à travers sa Délégation régionale du Nord.
Ateliers de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur la gestion des micro-entreprises agricoles et le développement des chaînes de valeur	Au Total, 222 personnes venant des trois (03) Communes concernées ont été formées, soit 52 formateurs formés à Garoua et 170 personnes formées sur le terrain.	M. Aboubakar Saidou, Service du Registre des Sociétés Coopératives et des Groupes d'Initiative a accompagné ABIOGeT pendant tout le processus.
Ateliers de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur la production des plants forestiers et fruitiers	334 personnes venant des trois (03) Communes concernées ont été formées, soit 56 formateurs formés à Garoua et 278 personnes formées sur le terrain.	La rencontre s'est effectuée en deux (02) phases : i) la formation des formateurs, déroulée en deux (02) jours à Garoua, du 23 au 24 août 2021, et ensuite la formation des autres membres des organisations sur le terrain, du 14 au 20 Octobre
Ateliers de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur la sylviculture et l'arboriculture	321 personnes venant des trois (03) Communes concernées ont été formées, soit 52 formateurs formés à Garoua et 269 personnes formées sur le terrain.	Pour pérenniser l'activité, ABIO-GeT devra continuer l'animation et la sensibilisation des agriculteurs et agricultrices
Ateliers de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur la production et l'utilisation des bio-intrants (bio-char, fertilisants mycorhiziens, compost, fumier)	300 personnes venant des trois (03) Communes concernées ont été formées, soit 51 formateurs formés à Garoua et 249 personnes formées sur le terrain.	Pour pérenniser l'activité, ABIO-GeT devra continuer l'animation et la sensibilisation des agriculteurs et agricultrices
Ateliers de formation de 180 membres des GIC et petits exploitants agricoles sur les meilleures pratiques agroforestières, de restauration des sols et d'adaptation aux changements climatiques	311 personnes venant des trois (03) Communes concernées ont été formées, soit 67 formateurs formés à Garoua et 244 personnes formées sur le terrain.	Pour pérenniser l'activité, ABIO-GeT devra continuer l'animation et la sensibilisation des agriculteurs et agricultrices
La création des pépinières paysannes (03)	Trois pépinières centrales installées à Langui/Pitoa, Forty/Pitoa et à Rabiinga/Lagdo et 22 mini -pépinières familiales créées	Un suivi des activités de production de plants devra être fait par l'équipe de projet



Confection d'une fosse compostière par les agricultrices de la Commune de Ngong



Octobre 2021 : Séances d'animation des bénéficiaires du projet PAPRED en vue de l'organisation des assemblées générales constitutives des Coopératives dans la Commune de Pitoa



PROJET PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT ÉCOLOGIQUE ET DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES SINISTRÉES PAR LES INONDATIONS PAR L'APPUI À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIVES ET DES CHAINES DE VALEUR DES PRODUITS FORESTIERS ET AGRICOLES. NUMÉRO DE PROJET : CFLI-2021-YUNDE-CA-014



RÉSUMÉ DU PROJET

En septembre 2020, ABIOTGeT a eu accès à la réserve de fonds pour l'aide humanitaire du Fonds Canadien d'Initiative Local (FCIL) à l'Affaire Mondiale Canada d'un montant de 46,762 \$ pour l'assistance d'urgence aux sinistrés des inondations dans la région de l'Extrême-Nord. Cette aide destinée aux populations sinistrées des communes de Bogu, Maroua 1er et Kaï-Kaï a consisté à l'achat et distribution des vivres et non-vivres et à la sensibilisation sur l'hygiène pendant une période de 3 mois. L'intervention du Canada a eu pour résultats l'amélioration de la situation de précarité de 4,140 personnes qui ont reçu des produits de première nécessité et des vivres pour subvenir à leurs besoins élémentaires de base. De même, 5,554 personnes ont été sensibilisées aux mesures d'hygiène en temps d'inondation et 3,960 ont eu accès à de l'eau potable grâce à l'aménagement de 132 puits.

Toutefois, l'aide du Canada n'était pas de nature à sortir durablement les sinistrés de la précarité et de la pauvreté dans laquelle elles vivent. En effet, les inondations n'ont pas que causé les pertes des biens et maisons, elles ont également détruit de milliers d'hectares d'exploitations agricoles qui sont les principales sources de revenus de ces populations. Ce projet entend donc soutenir durablement les populations de Maroua 1er et Bogu. Concrètement, il s'agira de mettre sur pieds une action de relèvement précoce des femmes et filles pour leur autonomisation économique et financière grâce à l'entreprenariat. Ceci se fera au travers du renforcement des capacités techniques et managériales des femmes et des filles dans la création et la gestion des micro-entreprises (coopératives agricoles) basées sur la production et la commercialisation des produits agricoles et produits forestiers non ligneux comme activités génératrices de revenus. Ce projet permettra également de promouvoir l'égalité des genres en renforçant le pouvoir économique des femmes et filles

Zone d'intervention du projet :

Communes de Bogu et de Maroua 1er, département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord,

Objectif du projet :

Réduire le niveau de précarité des populations et principalement des femmes et les femmes des communes cibles.

Activités réalisées :

Les principales activités qui ont été réalisées sont :

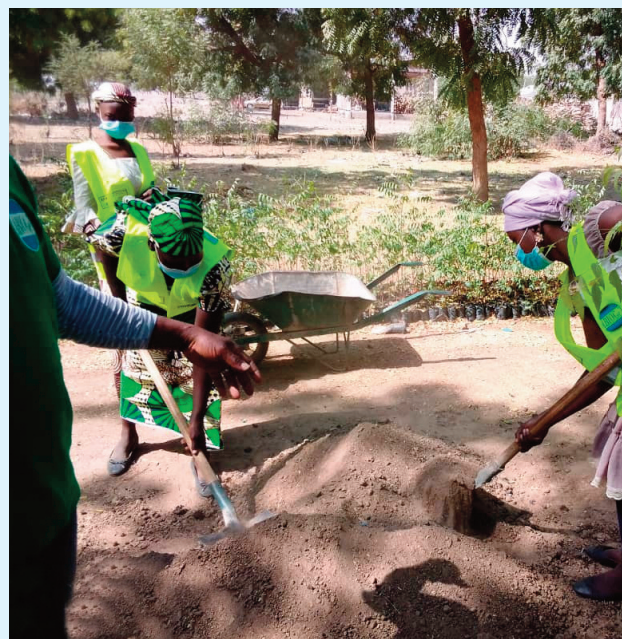
- Les trois (03) sessions de formation prévues ont été réalisées : (1) formation de 30 formatrices entrepreneures sur la création des micro-entreprises (coopératives) écologiques et pourvoyeurs d'emplois verts en utilisant des méthodes participatives ; (2) formation de 30 formatrices entrepreneures sur la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et la reddition de compte en utilisant des méthodes participatives/Communication, Marketing et

Fiscalité en utilisant des méthodes participatives ; (3) formation de 30 formatrices entrepreneures sur les techniques de production des plants agroforestiers de qualité et des semences de cultures vivrières améliorées en utilisant des méthodes participatives ;

- la création et l'opérationnalisation des 15 micro-entreprises (coopératives agricoles) féminines sont effectives ;
- Quinze (15) plans d'affaires des 15 coopératives sont élaborés ;
- Quinze (15) pépinières créées au profit des 15 coopératives pour la production des plants agro forestiers

Résultats obtenus :

- 30 femmes et filles formatrices entrepreneures ont des compétences accrues en création des micro-entreprises (coopératives) écologiques et pourvoyeurs d'emplois verts en utilisant les méthodes participatives;
- 15 micro-entreprises féminines sont créées et opérationnelles;
- 30 femmes et filles ont des capacités accrues en gestion intégrale des coopératives ;
- 30 femmes et filles ont des capacités accrues en montage des plans d'affaires de coopératives ;
- 30 femmes et filles ont des compétences accrues sur les techniques de production des plants agro-forestiers de qualité;
- 15 micro-entreprises disposent de pépinières de qualité grâce aux semences, équipements et matériels reçus;
- Les femmes de Maroua 1er et Bogu ont un accès accru aux ressources des produits forestiers non ligneux et agricoles;





57 MICRO - ENTREPRISES (COOPÉRATIVES AGRICOLES) CRÉÉES ET OPÉRATIONNELLES EN 2021 PAR L'ENSEMBLE DE NOS PROJETS DANS LES COMMUNES DE BOGO, MAROUA 1^{er}, PITOA, BIBÉMI ET LAGDO

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix - Travail - Patrie MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL DELEGATION REGIONALE <u>ENI</u> SERVICE REGIONAL DU REGISTRE		REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT REGIONAL DELEGATION <u>FXI</u> REGIONAL SERVICE OF THE REGISTRY
CERTIFICAT D'IMMATRICULATION MATRICULATION CERTIFICATE		
N° <u>221079/CHUREN/21/100/CASBO/22/02/028000</u>		
Le présent certificat d'immatriculation est délivré à <u>Société Coopérative Simplifiée "REXIBE</u> <i>The present matriculation certificate issued to</i>		
<u>TINIBE des Femmes productrices des plants d'ana cas des de Makabaya</u> <i>Matriculated at the regional registry of cooperative societies</i>		
Ayant son siège social à <u>Makabaya</u> <i>With head office at</i>	Arrondissement de <u>Maroua 1^{er}</u> <i>Sub-Division</i>	BP <u>658197083</u> <i>P.O Box Tel</i>
Immatriculée au Registre régional des Sociétés Coopératives <u>de l'Extrême-nord</u> <i>Matriculated at the regional registry of cooperative societies</i>		
En date du <u>02 Mars 2022</u> précédemment inscrit sous le n° <i>On the previously registered under the N°</i>		
Conformément aux dispositions de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives et au droit coopératif national. <i>In compliance with OHADA cooperative act and national cooperative Law.</i>		
Etabli à <u>Maroua</u> le <u>02 MARS 2022</u> <i>Done at on the</i>		
Le Chef Service Régional du Registre <i>The Regional Chief of Service for the Registry</i>		
		 Joannya Ingénieur des Travaux du Génie Rural

PROJET DÉVELOPPEMENT D'UN PLAN D'ACTION POUR LA RESTAURATION DU PAYSAGE DE LAM-FIGUIL



Atelier de lancement du projet à Lam- Figuil

Résumé du projet

Le projet intervient dans le cadre du Projet Forêt Environnement (ProFE) de la GIZ, et de son appui à la restauration des paysages forestiers dégradés dans la Région du Nord du Cameroun.

Pour la mise en contexte, la Restauration des Paysages Forestiers (RPF) est un processus de long terme qui permet de regagner la fonctionnalité écologique et d'améliorer le bien-être humain au sein des paysages forestiers déboisés ou dégradés (UICN et WRI, 2014). La RPF utilise des interventions ciblées qui s'inscrivent dans la mosaïque de différentes utilisations de terres, y compris l'agriculture, l'agroforesterie, les plantations et les forêts naturelles etc. (GLF, 2014).

En 2017, la République du Cameroun s'est fixée comme objectif de restaurer 12 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030. Cet engagement a été pris dans le cadre de l'initiative AFR100 (Initiative Africaine de Restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées) et s'inscrit dans le prolongement des efforts du Cameroun dans la gestion durable des forêts, le développement durable et la résilience climatique. Il constitue une contribution en faveur du défi

de Bonn de restaurer les terres dégradées et déboisées sur les superficies de 150 millions d'hectares d'ici 2020 et 350 millions d'hectares d'ici 2030 à travers le monde. En 2015, une étude réalisée par le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de Développement Durable (MINEPDED) fait état de plus de huit millions de superficies de terres affectées par la dégradation dans la zone de savane sèche et humide. Cette superficie représente la plus grande portion de terres dégradées soit 35% de l'ensemble des superficies affectées par la dégradation sur l'ensemble du territoire. En 2019, la GIZ en collaboration avec le MINEPDED et le MINFOF, a élaboré le Cadre stratégique national de la Restauration des Paysages forestiers et des Terres dégradées au Cameroun. En 2021, grâce à l'appui de INBAR et du MINEPDED, ABIOGeT a élaboré le Plan d'actions harmonisé pour la lutte contre la dégradation des terres et des paysages forestiers du Cameroun.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Forêt Environnement de la GIZ, la GIZ en collaboration avec le consortium de bureaux d'étude ECO-Consult/DFS, s'est engagé à appuyer certaines Communes partenaires du projet dans la restauration des paysages et des forêts ciblées par celles-ci, au bénéfice des populations locales. Le paysage dégradé de Lam-Figuil fait partie des paysages prioritaires ciblés par

le Projet pour la mise en œuvre des activités RPF. Une mission de terrain organisée en avril 2020 par ECO-Consult/DFS a permis de faire une délimitation sommaire de ce paysage, qui selon les résultats de cette descente de terrain, couvrirait une superficie d'environ 11476,73 ha. Le paysage est soumis à de nombreuses pressions résultant de l'agriculture, de l'élevage et des prélèvements de bois énergie. En effet, le prélèvement anarchique du bois et le défrichage dans formations forestières naturelles est à l'origine de la disparition du couvert ligneux à travers le paysage. La récurrence des feux de brousse et le surpâturage viennent accentuer le processus de dégradation. Ces facteurs sont catalysés par la croissance démographique et la pauvreté des communautés locales. L'on note également une perte progressive de la fertilité des sols dans le paysage dû aux facteurs anthropiques (pratiques agricoles inadap- tées) et naturels (érosion). Il est important de mentionner que la dégradation du paysage est aussi influencée par la présence de CIMENCAM et de ROCAGLIA (usines pour la production de chaux et du marbre avec une forte demande en bois). ROCAGLIA est un des potentiels partenaires privés pour la mise en œuvre du projet AFR100 de la KfW (2021-26) qui se base sur le travail achevé par la GIZ ProFE-Eco-Consult/DFS et doit être impliqué dans l'élaboration du plan d'action de RPF (selon l'accord pour partager les données entre GIZ et KfW).

En octobre 2020, la Commune de Figuil a bénéficié de l'appui technique et financier des services déconcentrés du MINFOF, MINEPDED et de la GIZ ProFE pour l'aménagement de la réserve forestière de Lam d'environ 950 d'hectares. Une étude socio-économique et un inventaire forestier ont été élaborés, et des cartes d'occupation du sol de la RF mais également du paysage ont été élaborés en collaboration avec l'université de Göttingen et Ngaoundéré. Une étude Do No Harm (DNH) a aussi été menée par la GIZ ProFE. Compte tenu des acteurs en présence et de l'étendue des problèmes identifiés, la mise en œuvre d'activités de restauration doit être menée à plus grande échelle concernant le paysage tampon autour de la RF de 11 477 d'hectares.

Compte tenu de son implantation dans la région du Nord et du fait de ses expériences en matière d'appui aux communautés rurales dans la mise en œuvre des activités de restauration des terres dégradées, le consortium ABIOTGeT-CELDIE a été sélectionné par la GIZ pour accompagner la Commune de Figuil dans l'élaboration du plan d'action de restauration du paysage de Lam de l'Arrondissement de Figuil. L'élaboration du plan d'action de restauration du paysage de Lam devra s'inspirer du Guide MEOR (UICN/WRI, 2014), des études déjà menées (inventaire forestier, étude socio-économique, étude DNH) et futures (études sur les droits fonciers et les conditions contraignantes) et des leçons tirées du processus de planification de la restauration

du paysage au Nord de la ville de Maroua à l'Extrême-Nord du Cameroun. Le processus d'élaboration dudit plan doit être coordonné étroitement avec les responsables du projet AFR100 de la KfW. L'équipe du consortium (ABIOTGeT-CELDIE) s'inspirera de la méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration des paysages forestiers (MEOR), du « modèle RPF » développé conjointement par la GIZ-ProFE/ECO Consult-DFS, WRI et KfW et des résultats du Plan d'actions harmonisé pour la lutte contre la dégradation des terres et des paysages forestiers du Cameroun.

Objectifs du projet

L'objectif global est d'élaborer le plan d'action de restauration du paysage de Lam-Figuil.

De manière spécifique le projet vise à :

- identifier, comprendre les modes et la dynamique d'occupation du sol et de l'utilisation des terres à travers le paysage ;
- analyser et cartographier, de manière participative avec une forte implication des villages riverains, les problèmes écosystémiques (de dégradation) à résoudre en priorité ;
- recueillir les orientations des communautés sur les solutions potentielles pouvant être apportées, y compris les orientations de la commune de Figuil et les acteurs privés concernés (Chaux Roca) ;
- proposer et faire valider les scénarii de restauration par chacun des 19 villages/terroirs identifiés et une carte de restauration du paysage validés par les acteurs locaux ;
- élaborer et faire valider le plan d'action de restauration du paysage de Lam-Figuil ;
- mettre sur pied une structure locale de gestion et de suivi des actions de restauration dans le paysage afin d'assurer la durabilité et la pérennisation des actions qui seront planifiées.

Bénéficiaires du projet

Les populations de 19 villages du paysage de Lam-Figuil : Boudva, Lam, Debelze, Nioua, Dahal, Kong Kong, Douva, Dirkingué, Djougui, Karba, Balia, Houmbal, Kossoum, Moulvoudaye, Badia, Guidi, Mboursou, Batao, Mampar.

ACTIVITÉS PROGRAMMÉES

Activité 1100 : Organiser une mission de prise de contact et d'information des parties prenantes clés ou potentielle

Activité 1200 : Organiser à Lam une rencontre de lancement du processus de restauration du paysage (informer et sensibiliser les parties prenantes locales, procéder à une 1^{ère} identification des problèmes de dégradation (écosystémiques) à résoudre, faire valider un chronogramme des activités du processus et définir les rôles et responsabilités de chaque partie)

Activité 1300 : Organiser les rencontres d'échange avec les communautés dans les principaux terroirs constitutifs du paysage (identifier les principaux modes d'occupation du sol et d'utilisation des terres dans chaque terroir/village; ; réaliser la cartographie participative de l'occupation du sol et de l'utilisation des terres de chaque terroir/village, suivie des visites, contrôles et de lever GPS sur le terrain , identifier les problèmes prioritaires de dégradation et les solutions pouvant y être apportées, identifier les pratiques locales et testées en matière de RPF))

Activité 1400 : Réaliser une étude socio-économique relatives à l'utilisation et la dégradation des terres dans les villages constitutifs du paysage (caractériser les activités socio-économiques des populations locales, recueillir des informations sur l'évolution spatio-temporelle des modes d'utilisation de terres et sur la dégradation des terres ; évaluer la perception des populations de la dégradation du paysage ; identifier les problèmes de dégradation à résoudre selon elles, les options de restauration à mettre en œuvre et les priorités accordées à chaque problème et option derestauration; analyser les conditions habilitantes de restauration et déterminer les conditions habilitantes manquantes et les moyens de traitement ; réaliser la cartographie des droits fonciers du paysage et analyser de l'impact du foncier dans le processus de restauration des terres de cette zone

Activité 1500 : Elaborer la carte d'occupation du sol et de l'utilisation des terres, la carte de dégradation des terres, la carte des droits fonciers

Activité 2100 : Organiser des rencontres avec les communautés en vue de la présentation des cartes d'occupation du sol, de dégradation et la sélection des problèmes à résoudre et des options prioritaires de restauration

Activité 2200 : Faire une analyse des coûts et des bénéfiques des différents types d'intervention de restauration identifiées

Activité 2200 : Créer les scénarii de restauration par terroir et élaborer le draft de la carte de restauration du paysage de Lam-Figuil

Activité 2300 : Organiser des rencontres de présentation et de validation des scénarii de restauration et de la carte de restauration aux communautés, aux autorités traditionnelles et à la Commune de Figuil

Activité 2400 : Elaborer un plan d'investissement prenant en compte les options d'intervention nécessaires en fonction des espaces ciblés

Activité 2500 : Rédiger la version finale du plan d'action de restauration du paysage de Lam-Figuil

Activité 2600 : Organiser à Lam une rencontre de présentation et de validation du plan de restauration du paysage de Lam-Figuil

Activité 3100 : Organiser à Lam un atelier de reflexion entre les principales parties prenantes en vue de mettre sur pied un Comité de gestion du paysage de Lam-Figuil (informer et sensibiliser les représentants des communautés sur la nécessité de mettre sur pied un CoGes pour guider le processus de restauration du paysage ; définir les missions et les taches à assigner au dit CoGes ; faciliter l'adoption d'une ossature appropriée qui tienne compte des spécificités culturelles, sociologiques et économiques locales)

Activité 3200 : -Faciliter la désignation des différents membres du CoGes, sa formalisation et élaboration d'une convention locale de gestion du paysage (Création d'un espace de dialogue - cadre de concertation) sur la restauration du paysage forestiers (RPF)

Activité 3300 : Organiser à Lam une rencontre de présentation et de validation de la convention locale de gestion du paysage par les parties prenantes locales.

Activité 3400 : Appuyer le renforcement des capacités du CoGes (coaching dans la préparation et la réalisation des activités de présentation aux communautés des drafts de cartes des options de restauration par terroir et du plan de mise en œuvre des activités de restauration, la validation du plan d'action de restauration du paysage).



Photo des concertations et de la cartographie participative à Lam

PROGRAM SYLVACARBON / PARTENARIAT ENTRE LE SERVICE AMÉRICAIN DES FORÊTS ET ABIOGeT

FEDERAL FINANCIAL ASSISTANCE AWARD OF GRANT # 21-IG-11132762-295 BETWEEN THE ACTION FOR BIODIVERSITY AND LAND MANAGEMENT AND THE USDA, FOREST SERVICE WASHINGTON OFFICE, INTERNATIONAL PROGRAMS

Background

The SilvaCarbon program established in 2011 has been working primarily with the government of Cameroon in Central Africa to support the establishment and operationalization of their National Forest Monitoring System (NFMS) including support to national forest inventories, remote sensing capabilities and analysis and national greenhouse gas (GHG) inventories. With its new strategy developed for a five-year period, FY20-FY25, SilvaCarbon support will play a complementary role to other technical partners and programs, providing niche technical assistance to increase overall impact.

To help implement this program, ABIOGeT NGO partner of the US government has been chosen to organize the logistical aspects of the activities aimed at building the capacities of the beneficiary institutions of this program in Cameroon.

Avec le soutien financier de US Forest, huit (08) activités au total ont été menées, à savoir :

- l'atelier technique sur l'évaluation de l'avancement de la mise en place du système national de surveillance des forêts (SNSF) et l'élaboration d'une feuille de route pour son opérationnalisation, du 25 au 29 janvier 2021 à Douala;

- Strengthening the capacities and involvement of Cameroonian women in the GHG accounting and reporting process. Workshop: Introduction to Climate Change – Global and National Action, from 05 to 09 April 2021 at Yaoundé, Nkolbisson ;

- le renforcement des capacités des élèves de l'école de faune de Garoua en matière de droits de l'homme et de protection de la nature, du 15 au 29 mai 2021 à Garoua;

- l'amélioration des estimations de l'évolution de la couverture forestière pour mettre à jour les niveaux d'émission de référence des forêts nationales;

- la formation des étudiants de Master II de l'université de Douala sur la valeur économique de la biodiversité, du 25 au 29 Octobre 2021 à Douala;

- le lancement du programme d'études sur les droits de l'homme pour les praticiens de la conservation à l'Integrated Polytechnic Regional College_ Kitabi, Rwanda (IPRC-Kitabi), from 29th November to 10th December, 2021 at IPRC-Kitabi in Rwanda;

- le soutien à la communication des lauréats du programme régional Climate Fellow, depuis octobre 2021

- l'inventaire des GES pour le secteur de l'énergie et négociations de la CdP26, depuis octobre 2021.

ATELIER TECHNIQUE SUR L'ÉVALUATION DE L'AVANCEMENT DE LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME NATIONAL DE SURVEILLANCE DES FORÊTS (SNSF) ET L'ÉLABORATION D'UNE FEUILLE DE ROUTE POUR SON OPÉRATIONNALISATION.



Douala, Noubou International Hotel : Du 25 au 29 janvier 2021 : Atelier technique sur l'évaluation de l'avancement de la mise en place du système national de surveillance des forêts (SNSF) et l'élaboration d'une feuille de route pour son opérationnalisation

Résumé de l'activité

Le Cameroun s'est engagé sans le processus REDD+ depuis 2008. La CCNUCC recommande aux pays engagés dans la REDD+ d'élaborer une stratégie nationale REDD+, d'établir un niveau de référence des émissions des forêts et de mettre en place un système national de surveillance des forêts. Le Cameroun a élaboré sa stratégie nationale REDD+ ainsi qu'une note conceptuelle illustrant la démarche pour l'établissement du niveau de référence des forêts (NRF). En ce qui concerne la mise en place du Système National de Surveillance des Forêts (SNSF), plusieurs actions ont été menées relativement aux dispositifs institutionnels et décision politique aux mesures, ainsi qu'aux estimations, et enfin à la notification et vérification des GES liées aux changements du couvert forestier.

Dans le cadre de la redynamisation du processus national REDD+, et faisant suite au dialogue y relatif, le gouvernement du Cameroun avec l'appui du WWF a entamé des consultations afin de relancer le processus national REDD+, mais surtout de susciter l'accompagnement des partenaires nationaux et internationaux. Pour mener à bien ces réflexions et ainsi permettre la finalisation de la phase de préparation dans les délais acceptables, la Coordination nationale REDD+ avec l'assistance technique du service forestier américain (USFS-IP) se propose d'organiser un atelier technique pour analyser l'état d'avancement de la mise en place du SNSF et d'élaborer une feuille de route des actions/activités à mener pour l'opérationnalisation du système.

Pour mener à bien une telle analyse l'Initiative Mondiale pour l'Observation des Forêts (GFOI) a développé un outil intitulé REDD Compass, qui a déjà été présenté aux experts camerounais en 2018 et utilisé avec succès par les experts de la République du Congo pour analyser leur SNSF et élaborer un plan d'action pour son opérationnalisation. Cet atelier permettra donc aux experts de la République du Congo de partager leur expérience avec leurs homologues camerounais.

L'activité s'est déroulée à Douala du 25 au 29 janvier 2021 à l'hôtel Noubou International.

Objectif général

L'objectif général de cet atelier technique était d'évaluer l'état d'avancement de la mise en place du SNSF au Cameroun et de proposer une feuille de route des actions pour son opérationnalisation.

Objectifs spécifiques

De manière spécifique il s'est agit de :

- analyser les actions relatives à la mise en place du SNSF au Cameroun, à la fois sur les plans institutionnel, politiques, mesures et estimations, notification et vérification;
- identifier les lacunes et les besoin du SNSF ;
- déterminer et prioriser les actions et activités à menées pour l'opérationnalisation du système ;
- élaborer une feuille de route ;
- partager les expériences entre experts.

Résultats attendus

Pendant les deux jours des travaux, un rapport dressant les lacunes et les besoins du SNSF a été élaboré. Une feuille de route des actions à mener pour l'opérationnalisation du SNSF au Cameroun pour la période 2021-2022 a été proposée.

Participants : l'atelier a regroupé une trentaine de participants représentant les institutions techniques nationales impliquées dans le système national de surveillance des forêts, une délégation du Congo ainsi que des partenaires techniques et financiers.



STRENGTHENING THE CAPACITIES AND INVOLVEMENT OF CAMEROONIAN WOMEN IN THE GHG ACCOUNTING AND REPORTING PROCESS. WORKSHOP: INTRODUCTION TO CLIMATE CHANGE – GLOBAL AND NATIONAL ACTION



Yaoundé, Nkolbisson : 05 to 09 April 2021. Strengthening the capacities and involvement of Cameroonian women in the GHG accounting and reporting process. Workshop: Introduction to Climate Change – Global and National Action



Summary

The United States Forest Service International Program (USFS-IP) supports the government of Cameroon in its efforts to reduce GHG emissions and thus contribute to the stabilization of the global climate. As part of these efforts, the USFS-IP intends to increase the participation of women in the national climate change process by providing a training program on the international process for measuring and reporting greenhouse gas (GES) emissions / removals to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) to young Cameroonian women.

The activity focuses on strengthening women experts' understanding of and engagement in UNFCCC reporting/negotiation process and their capacity to compile and report in the framework of the Enhanced Transparency Framework (ETF) of the Paris Agreement. This will be done through training workshops, mentorships (internship and externship); providing access to diploma programs on GHG accounting, and enabling their participation in national and international climate change meetings, conferences and study programs. The activities are implemented in collaboration with CRESA-FORET BOIS, the UNFCCC Focal Point of Cameroon and the National Observatory on Climate Change.

The workshop represents Activity 1.2 of the Climate Fellows regional work program: Organization of a national workshop on the UNFCCC reporting process (guidelines and guidance).

Objective:

The objective was to introduce participants to climate change and human response to climate change. More specifically help participants understand the science of climate change, the impacts of climate change, options to address climate change (mitigation and adaptation), global response to climate change (UNFCCC and climate change negotiation process), and country specific actions to address climate change.

Expected results:

20 female students in Cameroon have been introduced to the UNFCCC reporting process.



Presentation during the workshop by Professor AMOUGOU JOSEPH AMATHÉ, the Director General of National Observatory on Climate Change (NOCC)

FORMATION DES ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE DE FAUNE DE GAROUA SUR LE MODULE « DROITS HUMAINS ET CONSERVATION » DU 15 AU 29 MAI 2021



Photo des étudiants d l'École de Faune de Garoua en salle lors de la formation

Contexte de la formation

La question des droits humains occupe une place de choix dans les stratégies de conservation et de gestion durable de la biodiversité. En 1975 à Kinshasa en République Démocratique du Congo (RDC), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a adopté, lors de sa 12ème Assemblée Générale, une résolution reconnaissant pour la première fois la nécessité de prendre en compte les droits fonciers des peuples autochtones dans le processus de création des aires protégées. Elle y demande aux gouvernements et institutions de conservation de la nature de reconnaître la valeur des modes de vie des peuples autochtones et d'étudier les moyens d'assurer l'intégration de leurs terres aux aires protégées, en évitant pertes de droits fonciers et déplacements. Plus tard, la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) impose aux gouvernements des obligations touchant au respect, à la préservation et au maintien des savoirs, innovations et pratiques des peuples autochtones ainsi qu'à la protection et la promotion de leurs modes coutumiers d'utilisation des ressources naturelles. Simultanément, d'importantes avan-

cées obtenues en droit international ont été consolidées par l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones.

La poursuite des objectifs de conservation peut contribuer de manière positive à la réalisation de plusieurs droits humains fondamentaux. Aussi, sécuriser les droits (les droits fonciers et la participation à la prise de décisions par exemple) peut assurer une meilleure prise en compte des Peuples Autochtones et des Communautés Locales (PACL) dans les Interventions sur l'Utilisation des Terres (IUT). Toutefois, les initiatives de conservation peuvent aussi avoir des impacts négatifs si les droits et le bien être des PACL ne sont pas bien compris ou ne sont pas suffisamment pris en compte. En reconnaissance du lien étroit entre conservation de la biodiversité et droits humains, un consortium d'Organisations Non Gouvernementales Internationales de conservation, dont : BirdLife International, Conservation International, Fauna and Flora International, Nature Conservancy, International Union for the Conservation of Nature, Wildlife Conservation Society et World Wide Fund for Nature, s'est constitué pour former la « Conservation Initiative

on HumanRights » en abrégé CIHR dont le but est de renforcer l'intégration des droits humains dans la politique et la pratique de la conservation². Dans la même perspective, l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), à travers son Programme Régional pour l'Environnement en Afrique Centrale (CARPE), a adopté une démarche territoriale axée sur l'utilisation des terres et le zonage dans les IUT visant à promouvoir une gestion communautaire durable des ressources naturelles au service d'objectifs d'ordre social, économique et environnemental.

Si l'objectif d'intégrer de manière efficace les principes des droits humains dans la conservation est largement adopté, de nombreuses questions demeurent quant à la meilleure façon de réaliser cette intégration. Les questions fondamentales concernent les implications pratiques pour la conception et la mise en œuvre des stratégies de conservation dans les domaines tels que le changement climatique ou les aires protégées, y compris en cas de conflits entre différents droits et titulaires de droits, ou de conflits avec les objectifs de conservation. D'autres questions encore sont en rapport avec les types de politiques, de capacités et de systèmes nécessaires à la mise en œuvre et au suivi des engagements en matière de droits humains par les organisations de conservation. Bien que les stratégies de conservation et les mesures de mise en œuvre particulières varient d'une organisation à l'autre, en fonction des missions et des structures, les besoins d'apprentissage sur ces questions sont largement partagés. Les besoins d'apprentissage communs comprennent la compréhension des cadres internationaux des droits humains et des questions de droits spécifiques du domaine de la conservation, les points de vue des titulaires de droits et des experts sur les problèmes et les besoins de résolution des problèmes de droits de la conservation, les leçons apprises de l'expérience pratique et l'expérience des différents secteurs dans la mise en place des systèmes et capacités pour atteindre les objectifs de responsabilité sociale³. United States Forest Service International Programme (USFS-IP), Forest Peoples Programme et Wildlife Conservation Society (WCS), partenaires de mise en œuvre du Programme USAID CARPE dont l'objectif global est d'assurer « la transition de l'Afrique Centrale vers une gestion durable des forêts, en réduisant les menaces qui pèsent sur la biodiversité et en établissant des politiques et des règles environnementales afin de soutenir la biodiversité et la conservation des forêts », ont développé un guide pratique des approches participatives dans la planification de la gestion des ressources naturelles. Dans le cadre de l'adoption et de l'utilisation des techniques décrites dans ce guide, USFS-IP a organisé, en février 2020 à Kinshasa, un atelier de formation afin que ses partenaires puissent discuter de l'application pratique des approches participatives dans leurs programmes spécifiques.

L'École de Faune de Garoua (EFG) et Integrated Polytechnic Regional College (IPRC) Kitabi, deux institutions de formation partenaires de United States Fish and Wildlife Service (USFWS), ont pris part à cet atelier, première étape du processus de développement par lesdites institutions du module de formation « Droits Humains et Conservation ». Au terme de cet atelier qui a été marqué par une importante phase de mentorat supervisé par Dr Christopher Kidd, Coordonnateur du Programme de Gouvernance Environne-

mentale à Forest Peoples Programme (FPP), il a été convenu de : (i) travailler à donner les détails des éléments constitutifs du module, (ii) partager les différents matériels et ressources utiles au développement du module, et (iii) faire des recommandations afin que des travaux de terrain puissent être menés dans des projets implémentant déjà le Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP). Un mois après l'atelier de Kinshasa, les détails des éléments constitutifs du module, plusieurs matériels et ressources ont été partagés. Malgré les contraintes liées à la pandémie du Covid 19, l'élaboration du module a été entamée avec beaucoup d'enthousiasme. L'EFG et IPRC ont ainsi produit deux drafts du module, dont l'un en français et l'autre en anglais. Lesdits drafts ont été soumis aux commentaires et suggestions des pairs dans les deux institutions. A la faveur du recrutement du Pr Théodore TREFON, suite à l'appel à candidatures lancé par le Réseau des Institutions de Formation Forestière et Environnementale d'Afrique Centrale (RIFFEAC) pour le recrutement d'un consultant chargé d'élaborer un module de formation sur « l'éthique et le respect des droits humains dans les aires protégées », l'EFG et IPRC ont eu l'opportunité, à travers USFWS, de bénéficier de l'expertise de cet universitaire et chercheur très connu dans le domaine des sciences sociales. Au terme de plusieurs mois de travail, la version finale du module a été produite.

La cérémonie de lancement officiel du module, « Droits Humains et Conservation », présidée par le Conseiller Technique N°1 du Ministre des Forêts et de la Faune en présence de la Représentante du RIFFEAC et du Coordonnateur Pays de USFS, s'est tenue à Garoua le 3 mars 2020. Actuellement, il est question de passer à la phase de vulgarisation et d'implémentation du module. La première étape de cette phase est dédiée à l'enseignement du module aux étudiants de l'École de Faune de Garoua.

Objectif global :

L'objectif global était de doter les étudiants de l'EFG des compétences nécessaires pour intégrer les aspects des « Droits Humains » dans leur approches d'intervention dans le domaine de la conservation de la biodiversité.

Objectif spécifiques :

- Présenter les fondamentaux des « Droits Humains en conservation de la biodiversité » aux étudiants de l'EFG;
- Présenter des cas pratiques de mise en œuvre « des aspects des droits en conservation de la biodiversité » à travers des descentes sur le terrain autour de la Réserve de Biosphère du Dja.

Résultats attendus :

- Les étudiants de l'EFG ont compris les fondamentaux des « Droits Humains et Conservation ».
- Les étudiants de l'EFG ont acquis un savoir-faire en matière « Droits Humains et Conservation ».

ATELIER DE FORMATION SUR LA VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA BIODIVERSITÉ, DU 25 AU 29 OCTOBRE 2021 À L'UNIVERSITÉ DE DOUALA AU CAMEROUN



Douala : Atelier de formation des étudiants de Master II sur la valeur économique de la biodiversité, du 25 au 29 Octobre 2021 à l'Université de Douala au Cameroun

Résumé

L'USFS dans le cadre de son appui au RIFFEAC (Réseau des Institutions de Formation Forestière et Environnementales de l'Afrique Centrale) s'est engagé à soutenir dès l'année académique 2020-2021 des formations en évaluation économique de la biodiversité en master de recherche en « sciences économiques » de la faculté des sciences économiques et de gestion appliquée (FSEGA) de l'Université de Douala. L'objectif de ces formations est de promouvoir l'économie de l'environnement au sein des universités des pays du bassin du Congo faiblement dotés en experts en évaluation économique de la biodiversité. L'Université de Douala a été retenue pour faire partie de cette première phase pilote, aux côtés de l'université de Kisangani en république démocratique du Congo (RDC).

La formation qui sera dispensée par le Pr. Nlom Jean Hugues de l'université de Douala, assisté par un expert international recruté par le service forestier américain

s'adresse aux étudiants de deuxième année de master (MASTER II). Ces derniers sont retenus à la suite d'un processus de sélection hautement sélectif. Les enseignants et autres chercheurs de l'université de Douala ainsi que des autres universités camerounaises, désireux de suivre ladite formation pourront également prendre part.

En vue d'assurer une grande réussite à cette première phase de lancement, il a été impératif de mettre un accent sur la communication à travers les réseaux sociaux et les médias (support publicitaire, etc.) autour de cette opération. Aussi, la participation des plus hautes autorités de l'Université de Douala (le Recteur, les trois vice-recteurs, le secrétaire général, le directeur des affaires académiques et de la coopération (DAAC) et de quelques cadres de ladite direction (dont le chef de division de la coopération) permettrait d'assurer la réussite de cette phase de lancement de l'initiative.



Séance de formation en salle des étudiants de Master II sur la valeur économique de la biodiversité, du 25 au 29 Octobre 2021 à l'Université de Douala au Cameroun

HUMAN RIGHTS AND CONSERVATION MODULE LAUNCH AND FACULTY MEMBERS FIELD TOUR AT INTEGRATED POLYTECHNIC REGIONAL COLLEGE KITABI, RWANDA (IPRC-KITABI), FROM 29TH NOVEMBER TO 10TH DECEMBER, 2021



Human rights and conservation module launch and faculty members field tour at Integrated Polytechnic Regional College_ Kitabi, Rwanda (IPRC-Kitabi), from 29th November to 10th December, 2021 à l'Université de Douala au Cameroun

Summary

For this activity, this part of report summarises the proceedings of Human Rights and Conservation module official launch ceremonies which took place at RP Headquarter on 25th November, 2021 and the faculty member tour in National Parks, cultural village and in islands of Kivu Lake scheduled from 29th November to 10th December, 2021. It also summarises recommendations from the 12 days study tour with faculty members of IPRC Kitabi, ENEF Gabon and EFG Cameroun. Both HRC module launch and faculty member field tour were jointly organised by IPRC-Kitabi, US Fish and Wildlife Services and US Forest International. A total of 250 participants attended HRC module official launch and a total of 19 faculty members attended the field tour. These include: Faculty members of IPRC Kitabi, students, NGOs, Research institutions and ENEF Gabon delegation (Dr LIWOUWOU Felicien: Director of studies at ENEF Gabon; Mr TEMBA Juste le meilleur: Lecturer at ENEF Gabon) and EFG Cameroun (Mr Zoalang Vincent de Paul Mala: Lecturer at EFG Cameroun). The main objective was to equip IPRC Kitabi faculty members and students with the necessary skills to integrate aspects of "Human Rights" into their intervention approaches in the field of biodiversity conservation. It was also expected that

the participants provide recommendations on the better teaching implementation of Human Rights and Conservation module.

During the launching ceremonies, Virtual presentations and panel discussion were delivered and accompanied by series of questions and answers. The HRC module launch was complemented by the field tour for the teaching staff as the one who will be involved in delivering the module. Thereafter, a number of questions and suggestions were raised by the participants to make the Human Rights and Conservation module more clear and contributing to solution of human wildlife conflicts by focusing on the theme: "Human Rights and conservation: An equation to ecosystem management and human activities".

The workshop participants highlighted the following recommendations:

- 1) IPRC Kitabi has to plan a workshop for park managers of protected areas in Central Africa
- 2) IPRC KITABI and EFG Cameroun have to upgrading colleagues from ENEF Gabon through a restitution session of

the different elements of the module and teaching methodological approaches.

3) EFG Cameroun and ENEF Gabon have to organize a study tour trip to meet local communities bordering some protected areas in Cameroun and in Gabon.

4) IPRC KITABI, ENEF Gabon and EFG Cameroun have to sign MoU for students and faculty members exchange program so that each institution will learn from each other.

5) Organization of a training on capacity building for ENEF teachers on the human rights and conservation module by Vincent and Isidore at ENEF Gabon in February 2022

6) ENEF Gabon would like to attend human rights and conservation module class which is scheduled in April, 2022 at IPRC KITABI.

7) Organization of a training of trainers on the human rights and conservation module at ENEF Gabon in June 2022.



Séance de formation en salle des étudiants de Master II sur la valeur économique de la biodiversité, du 25 au 29 Octobre 2021 à l'Université de Douala au Cameroun

Context of the training

The workshop participants highlighted the following recommendations: Human rights occupy a prominent place in strategies for the conservation and sustainable management of natural resources. The 12th General Assembly of International Union for the Conservation of Nature (IUCN) held at Kinshasa in the Democratic Republic of Congo (DRC) in 1975 adopted a resolution recognizing for the first time the need to take into account human rights of indigenous peoples and local people in the process of creating protected areas. It encourages governments and nature conservation institutions to recognize the value of indigenous peoples' and local communities' lifestyles and ensuring the integration of their lands into protected areas, avoiding loss of land rights and displacement. Later, the Convention on Biological Diversity (CBD) imposes on governments obligations related to the respect, preservation, and maintenance of the knowledge, innovations, and practices of indigenous peoples and local communities as well as the protection and promotion of their customary ways of living and the use of natural resources.

Actions to conserve nature and natural resources are closely related to the rights of people to secure their livelihoods, enjoy healthy and productive environments and live with dignity. The pursuit of conservation goals can contribute positively to the realization of many fundamental human rights. Likewise, secure rights – for example, land tenure and participation in decision-making – can enable more effective environmental stewardship. However, conservation activities can also generate negative impacts where their links to issues of human rights and well-being are not sufficiently understood or addressed, and weak fulfilment of rights can also undermine conservation outcomes.

Integrated Polytechnic Regional College (IPRC) Kitabi and Ecole de Faune de Garoua (EFG), two partner training institutions of the United States Fish and Wildlife Service (USFWS), took part in this workshop. This was the first step for the development processes of the training module "Human Rights and Conservation" the above-mentioned institutions. At the end of this workshop which was marked by an important phase of mentorship supervised by Dr.

Christopher Kidd, Coordinator of the Environmental Governance Program at Forest Peoples Program (FPP), it was agreed to: (i) provide the details of the module's learning units, (ii) share the various materials and resources useful for the development of the module, and (iii) make recommendations so that fieldwork can be carried out in projects already implementing Free, Prior and Informed Consent (FPIC).

A month after the Kinshasa workshop, the details of the building blocks of the module, several materials, and resources were shared. Despite the constraints associated with the Covid-19 pandemic, the development of the module has been started with great enthusiasm. The Ecole de Faune de Garoua and IPRC thus produced two drafts of the module, one in French and the other in English. The latter was submitted for comments and suggestions from Dr. Christopher Kidd.

The FPIC training was followed by the assistance of Prof Théodore Trefon, a consultant recruited by RIFFEAC to develop Human right and conservation module. He invited Integrated Polytechnic Regional College of Kitabi and Ecole de Faune de Garoua faculty members at ERAIFT to attend the courses of "Environmental governance and Anthropology for sustainable development". Unfortunately, Integrated Polytechnic Regional College of Kitabi faculty member could not attend the courses at ERAIFT. Therefore there is a need that the faculty member of Ecole de Faune de Garoua and ERAIFT have 10 days stay in Rwanda after the official launch of the module to coach the Integrated Poly-

technic Regional College of Kitabi faculty member for getting ready to teach Human right and conservation module in the department of Nature Conservation under the program of Wildlife and Conservation Technologies.

Main objective

The overall objective was to equip IPRC Kitabi faculty member with the necessary skills to integrate aspects of "Human Rights" into their intervention approaches in the field of biodiversity conservation.

Specific objective

- To present the fundamentals of "Human Rights in biodiversity conservation" to IPRC Kitabi faculty member;
- To present practical cases of implementation of "aspects of rights in biodiversity conservation" through field trips Akagera National Park.

Expected results

- IPRC Kitabi faculty member understood the fundamentals of "Human Rights and Conservation".
- IPRC Kitabi faculty member acquire expertise in "Human Rights and Conservation".



Photo of Participants in front of the botanical garden which is on the rooftop of the museum

ATELIER DE PRÉSENTATION ET DE DISTRIBUTION DE L'ATLAS SUR LES PERTES DU COUVERT FORESTIER POUR LA PÉRIODE 2000-2017, HILTON, YAOUNDÉ, LE 20 OCTOBRE 2021



Remise de l'atlas au Haut-commissaire du Canada au Cameroun et à la Cde mission de l'Ambassade des USA au Cameroun, par le ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, d'une part, et le ministre des Forêts et de la Faune, d'autre part.

Contexte

Dans le contexte global actuel de recherche des solutions pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), les pays membres de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ont pris des engagements de réduction de la déforestation et la dégradation des forêts. Conformément au paragraphe 131 de la décision 12 / CP.17 de la CCNUCC et les orientations et directives les plus récentes du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat (GIEC), les pays visant à entreprendre des activités REDD+ au titre de la CCNUCC doivent produire : (i) une stratégie ou un plan d'action national, (ii) un niveau de référence national des émissions pour les forêts, un système national de surveillance du couvert et du carbone forestier, (iii) et un système d'information sur les sauvegardes (CP.16/1/Add.1/par.71).

Aussi, dans le cadre de la redynamisation du processus national REDD+, et faisant suite au dialogue de haut niveau y

relatif, le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED), a entamé des consultations afin de relancer le processus REDD+ et de faciliter l'implication de toutes les parties prenantes ainsi que les appuis des partenaires techniques et financiers. Après le processus d'évaluation des progrès dans la mise en œuvre du processus national REDD+, il est ressorti la nécessité pour le Cameroun, de se doter d'un système national de surveillance du carbone forestier qui servira de base pour les estimations des données d'activités utilisées dans les processus d'inventaire des émissions de gaz à effet de serre et stocks de carbone forestier du Cameroun.

C'est pour répondre à ces exigences que l'Observatoire nationale sur les Changements Climatiques (ONACC) avec l'appui financier du Programme International du Service Forestier Américain (USF-IP), a élaboré l'Atlas des pertes du couvert forestier de 2000 à 2017 au Cameroun. Ce travail a été réalisé en collaboration avec l'Unité Opérationnelle du

Suivi du Couvert Forestier (UOSCF) dont les activités sont placées sous la responsabilité conjointe des Ministères de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) et des Forêts et de la Faune (MINFOF).

Ainsi, l'une des étapes phares de ce processus a été la présentation au grand public en général, mais particulièrement aux partenaires et aux techniciens des différents départements ministériels concernés. D'où l'objet de cérémonie de vernissage.

Objectifs

L'objectif principal de vernissage a été la présentation officielle de l'Atlas des pertes du couvert forestier de 2000 à 2017.

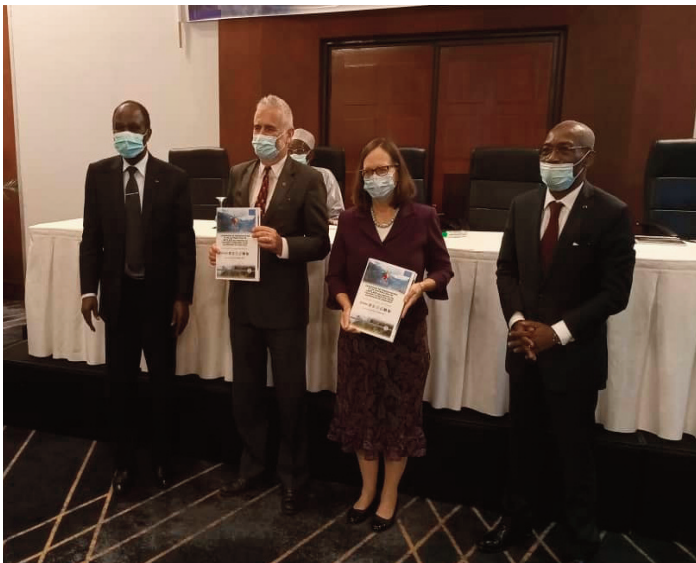
Plus spécifiquement, il était question de :

- présenter les différents résultats ;
- distribuer le document aux invités ;
- présenter les perspectives.

Résultats attendus

Les principaux résultats attendus de cet atelier sont les suivants :

- les différents résultats sont présentés ;
- les exemplaires du document sont distribués aux invités ;
- les perspectives des différents travaux sont présentées.



De gauche à droite : le ministre des Forêts et de la Faune, la Chargée de mission de l'Ambassade des USA au Cameroun, le Haut-commissaire du Canada au Cameroun et le ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable



Photo de famille de la cérémonie de présentation de l'Atlas sur les pertes du couvert forestier

INVENTAIRE DES GES POUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE ET NÉGOCIATIONS DE LA CDP26.

Résumé

Les inventaires nationaux des Gaz à Effet de Serre (GES) constituent ainsi un véritable outil d'aide à la décision en matière de politique environnementale, et est indispensable pour le suivi des progrès effectués, notamment en présence d'accords internationaux qui fixent des seuils ou objectifs d'émissions.

Le Cameroun est à la rédaction de sa troisième communication nationale et donc à l'élaboration du 3e inventaire de GES selon les exigences de la CCNUCC. Celui-ci se fera suivant les lignes directives du GIEC 2006.

Objectif principal :

Dresser le profil des émissions de gaz à effet de serre du Cameroun dans le secteur énergie dans le but de proposer les actions visant à les réduire tout en permettant au pays de s'orienter vers une trajectoire de développement sobre en carbone.

Ces travaux se sont déroulés selon les lignes directives du GIEC 2006.

Objectifs spécifiques :

- Décrire le secteur énergétique du Cameroun
- Présenter le secteur actuel (Portée et importance du secteur ; Cadre réglementaire, juridique et institutionnel du secteur ; Combustion des combustibles : industrie énergétique, industrie de fabrication, transport (aviation, routière, navigation, ferroviaire), commercial/résidentielle ; Émission fugitive : industrie du pétrole et du gaz, combustible solide ; La capture et stockage du carbone) ;

- L'évolution du secteur depuis la communication nationale initiale (CNI) ;
- Les perspectives du développement du Cameroun dans ce secteur d'après la Stratégie Nationale de Développement (SND30) et les documents stratégiques du secteur ;
- Présenter l'approche méthodologique pour l'estimation des GES dans le secteur d'énergie ;
- Identifier les sources de données ou d'informations pour le secteur d'énergie ;
- Élaborer/Consolider le protocole de collecte de données et informations pour le secteur d'énergie ;
- Recenser les données sur les activités et les facteurs d'émissions auprès des structures compétentes, et référence bibliographique et opinion des experts ;
- Créer une base de données au sein de l'ONACC pour les informations/données collectées ;
- Analyser les émissions de GES pour le secteur d'énergie avec le logiciel GIEC ;
- Propose un plan d'amélioration des estimations de GES pour le secteur énergie ;
- Faire une analyse des options d'atténuation des GES dans le secteur d'énergie ;
- Élaborer le rapport final du secteur énergie ;
- Elaborer une note d'orientation stratégique pour ce secteur.

PROJET : RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS CÔTIÈRES DE L'ESTUAIRE DU WOURI (CAMEROUN) AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PROJET RÉSILIENCE WOURI)



Douala, 29 juin 2021: Atelier de lancement du projet Résilience Wouri, présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et Développement Durable (MINEPDED)

Contexte du projet

Les populations riveraines de l'estuaire du Wouri sont régulièrement confrontées à des épisodes d'érosion, d'inondation et de submersion marine. Les mangroves développées le long des côtes jouent un rôle de protection de la nature. Ces écosystèmes subissent des actions anthropiques qui dégradent l'environnement et exposent les populations riveraines aux conséquences diverses. Parmi lesquelles la dégradation des côtes, la destruction des habitats pour les poissons etc. Pour répondre à ces enjeux ABIOGeT en collaboration avec le gouvernement du Québec a mis sur pied un projet de renforcement de la résilience des populations côtières de l'estuaire du Wouri aux effets des changements climatiques dont l'objectif principal est de renforcer les capacités d'adaptation des populations aux Changements Climatiques via les ateliers de formation et la mise au point des outils de sensibilisation.

Plus spécifiquement il est question de :

- Renforcer les capacités d'adaptation des populations aux risques côtiers dans un contexte climatique.
- Développer les pratiques de gestion des ressources en bois résilients aux changements climatiques
- Renforcer la résilience des écosystèmes de mangrove face aux effets de changements climatiques, qui permet à la fois d'améliorer les capacités d'adaptation des populations.

Réalisation des activités pour l'année 2021

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, plusieurs activités ont été programmées parmi lesquelles :

- L'analyse de l'évolution du trait de côte par l'étude diachronique de photographies aériennes et levés sur le terrain (Université de Douala / UQAR);
- L'analyse des niveaux de submersion, des récurrences de crue et des épisodes passés d'inondation (Université de Douala);
- La Cartographie de l'exposition à l'érosion côtière tenant compte des changements climatiques (horizon 2070) (Université de Douala / UQAR);
- Le Recensement et analyse des enjeux exposés et des politiques publiques actuelles (Université de Douala / UQAR), etc.

Ces activités ont été amorcées pour la plupart à savoir :

- les enquêtes auprès des ménages sur les épisodes passés, repérage des zones d'installation des capteurs de niveaux d'eaux à Manoka et à Sodiko.
- La Formation de la stagiaire sur la classification
- Les outils de sensibilisation aux risques côtiers et aux solutions d'adaptation sont en train d'être développés etc. (tableau 2).

Activités	Activités réalisées	Initiatives en cours	Projection
Atelier de lancement du projet	Cette activité a été réalisée le 29 juin 2021	RAS	RAS
1111 - Analyse de l'évolution du trait de côte par l'étude diachronique de photographies aériennes et levés sur le terrain (Université de Douala / UQAR)	Demande de trait de côte au SHOM	Extraction des traits de côte entre 1986-2020	Levés de terrain par drone
1112 - Analyse des niveaux de submersion, des récurrences de crue et des épisodes passés d'inondation (Université de Douala)	Découpage des bassins versants et des zones d'étude Manoka et Sodiko	Enquête auprès des ménages sur les épisodes passés, repérage des zones d'installation des capteurs de niveaux d'eaux à Manoka et à Sodiko.	Installation des capteurs Et comparaison des séries temporelles avec les marégraphes de du PAD
1113 - Cartographie de l'exposition à l'érosion côtière tenant compte des changements climatiques (horizon 2070) (Université de Douala / UQAR)		L'équipe de cartographie a été approché pour la réalisation de cette activité	L'équipe de cartographie débutera en fin Mars
1114 - Cartographie de l'exposition aux inondations tenant compte des changements climatiques (horizon 2070) (Université de Douala / UQAR)		L'équipe de cartographie a été approché pour la réalisation de cette activité	L'équipe de cartographie débutera en fin Mars
1121 - Recensement et analyse des enjeux exposés et des politiques publiques actuelles (Université de Douala / UQAR)	Fiche d'enquête déjà élaborée sur kobocollect	Démarrage des enquêtes le 19/02/2022	Fin en septembre
1122 - Analyse de l'étalement urbain et des enjeux fonciers (Université de Douala / UQAR)	Méthodologie réalisée	Formation de la stagiaire sur la classification	Levé de l'occupation par drone
1123 - Cartographie de la vulnérabilité à l'aide d'un indice de vulnérabilité (Université de Douala / UQAR)		Collecte de données planifiée.	
1131 - Ateliers participatifs pour connaître les besoins des communautés locales et des collectivités territoriales en matière de gestion des risques côtiers (ABIOGeT / U.Laval)	Les TdR ont déjà été rédigés	Les TdR sont en cours de modifications, les personnes cibles ont déjà été contacté dans certains site (site de SODIKO, Bois des singes).	L'activité prendra fin en Mars
1132 - Cartographie des secteurs les plus à risques pour une priorisation des sites d'implantation de solutions d'adaptation aux changements climatiques	Les TdR sont en cours de rédaction	L'équipe de cartographie a été approché pour la réalisation de cette activité	L'activité prendra fin au plus en fin Septembre

Activités	Activités réalisées	Initiatives en cours	Projection
1133 - Mise au point d'outils de sensibilisation aux risques côtiers et aux solutions d'adaptation	Les TdR ont déjà été rédigés	Les outils de sensibilisation aux risques côtiers et aux solutions d'adaptation sont en train d'être développés	RAS
1134 - Organisation d'un atelier de formation de jeunes sur les solutions d'adaptation aux risques côtiers	RAS	Le TdR sera disponible d'ici fin juillet	Levées de terrain par drone
1211 - Ateliers participatifs pour évaluer l'état des ressources de l'écosystème de mangrove	Les TdR ont déjà été rédigés	L'organisation de l'activité est en cours	Installation des capteurs Et comparaison des séries temporelles avec les marégraphes de du PAD
1212 - Analyse de l'utilisation actuelle et potentielle des ressources forestières (Consultant/Étudiant + UQAR)	Les TdR ont déjà été rédigés	Les TdRs en vue du recrutement d'un consultant sont en cours de rédaction	L'équipe de cartographie débutera en fin Mars
1213 - Analyse de l'accès aux ressources forestières et sur la capacité d'exclure certains usages et usagers (Consultant/Étudiant + UQAR)	Les TdR ont déjà été rédigés	Les TdRs en vue du recrutement d'un consultant sont en cours de rédaction	L'équipe de cartographie débutera en fin Mars
1221 - Analyse du système de gouvernance locale et des systèmes formels et informels de gestion des mangroves	RAS	Le TdR pour le recrutement d'un consultant est en cours de rédaction	Fin en septembre
1222 - Cartographie des acteurs et parties prenantes de la gestion et de l'aménagement du système socio-écologique de la mangrove	RAS	Le TdR pour le recrutement d'un consultant est en cours de rédaction	Le consultant pourra être recruté d'ici fin Avril
1223 - Ateliers participatifs pour développer un modèle agroforestier pouvant améliorer la durabilité du système socio-écologique	RAS	Le TdR sera disponible d'ici fin juillet	L'atelier est prévu en Aout
1231 - Ateliers participatifs pour identifier des priorités d'action pour la gestion des mangroves aux différentes échelles			
1232 - Campagne de sensibilisation des ménages et de groupes de femmes sur l'utilisation des séchoirs solaires, des foyers et des fumoirs améliorés	Les TdR ont déjà été rédigés	La prise de contact avec les personnes cibles sont en cours	L'activité prendra fin en Décembre avec la possibilité d'être prolongé si les résultats ne sont pas atteints

Activités	Activités réalisées	Initiatives en cours	Projection
1233 - Atelier de formation de groupes de femmes fumeuses de poissons sur la construction et l'utilisation des fumoirs améliorés	Les TdR ont déjà été rédigés	L'organisation de l'activité est en cours	Cette activité sera réalisée pendant la mission prévue en Mai
1234 - Construction de fumoirs améliorés avec des groupes de femmes			
1311 - Réalisation d'une synthèse sur l'évolution des mangroves de l'estuaire du Wouri dans un contexte de changements climatiques (Consultant/Etudiant + U.Laval)	Les TdR sont en cours de rédaction	Le consultant Dr Fofiri a été approché pour la réalisation de cette activité.	L'activité prendra fin en Avril
1312 - Analyse des expérimentations passées de restauration et de reboisement des mangroves dans l'estuaire du Wouri (Consultant/Etudiant + U.Laval)	Les TdR sont en cours de rédaction	Le consultant M.CHY Napoléon a été approché pour la réalisation de cette activité	L'activité prendra fin en Avril
1321 - Installation de pépinières de production de jeunes plants de palétuviers	Cette activité est en cours de réalisation	Le site qui doit recevoir la pépinière est connu et les travaux de déblayage sont en cours	L'activité prendra fin en Avril
1322 - Expérimentation de restauration d'un écosystème de mangrove sur des parcelles-tests		Le site a déjà été balisé	Cette activité pourra débuter en Avril
1323 - Chantiers de restauration d'écosystèmes de mangrove avec les populations			
1331 - Sensibilisation des habitants sur la réglementation en vigueur concernant la gestion des mangroves	Les TdR sont en cours de rédaction	La prise de contact avec les personnes cibles du site projet (Sodiko) a été faite	L'activité prendra fin en Mai avec la possibilité d'être prolongé si les résultats ne sont pas atteints
1332 - Atelier de formation de jeunes et de femmes sur la gestion, la protection et la restauration des mangroves	L'activité suit son court d'organisation	Les TdR sont en cours de modifications, les personnes cibles ont déjà été contacté dans certains site (site de SODIKO, Bois des singes)	Cette activité sera réalisée au plus fin Mars



Novembre 2021 : Les femmes de la Commune de Lagdo dans une séance de démonstration sur la production du compost

AUTRES ACTIVITÉS EN 2021

Situation de la production des plants en pépinières - 2021

Participation d'ABIOTGeT à l'atelier de lancement de l'outil d'aide à la décision pour le choix des espèces et des sources de Semences pour la restauration des paysages et des terres dégradées au Cameroun (Yaoundé, 13 Avril, 2021): Diversité pour la restauration (D4R).

Participation d'ABIOTGeT aux activités marquant la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement

Participation d'ABIOTGeT à la Cérémonie de distribution de la Stratégie et Plan d'action de mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Cameroun (Douala, 15 - 16 Avril 2021). Invitée par le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED)

Élaboration d'un plan d'actions harmonisé 2020 - 2021 pour la lutte contre la dégradation des terres et des paysages forestiers au Cameroun

SITUATION DE LA PRODUCTION DES PLANTS EN PÉPINIÈRES

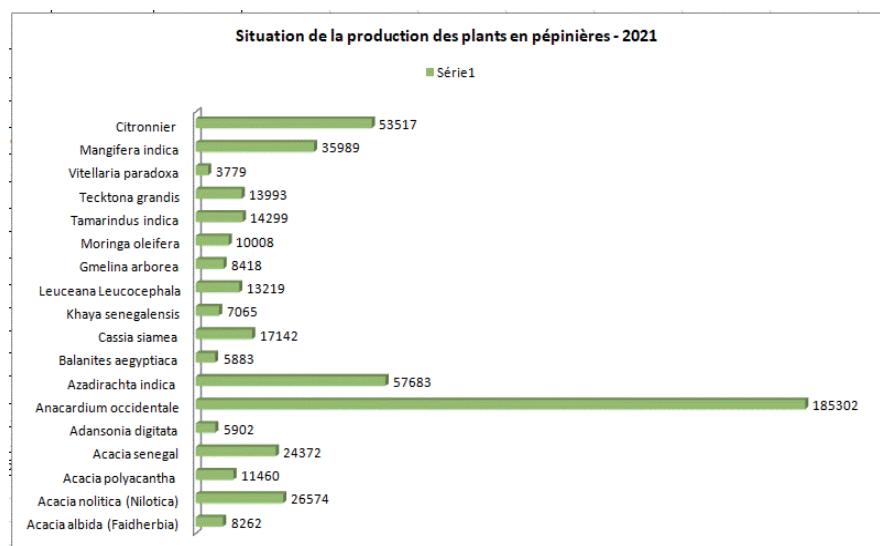
Pour les opérations de plantation d'arbres et agro forestières, ABIOGeT dispose de trois pépinières centrales situées à N'Gaoundéré 3^{ème}, Garoua 3^{ème} (Bocklé), Langui/Pitua et Maroua 1^{er} (Hardé) à partir desquelles les équipes opérationnelles s'approvisionnent. ABIOGeTs s'approvisionne également dans les 42 pépinières communau-

taires et familiales encadrées depuis 2019 dans les trois Régions septentrionales (Adamaoua, Extrême-Nord et Nord). Au total, 502 867 plants ont été produits en 2021 dans l'ensemble des pépinières. Le tableau et le graphique ci-après présentent les statistiques sur la production des plants.

Tableau 3 : Situation de la production des plants en pépinières en 2021

Essences	N'Gaoundéré	Garoua	Maroua	Total
Acacia albida (Faidherbia)	0	3699	4563	8262
Acacia nolitica (Gonakier)	2266	11875	12433	26574
Acacia polyacantha	3453	4766	3241	11460
Acacia senegal (Gommier)	0	12961	11411	24372
Adansonia digitata (Baobab)	588	1972	3342	5902
Anacardium occidentale	13988	95972	75342	185302
Azadirachta indica (Margousier)	5366	34552	17765	57683
Balanites aegyptiaca (Savonnier)	0	3765	2118	5883
Cassia siamea	955	4644	11543	17142
Khaya senegalensis (Cailcédrat)	0	2743	4322	7065
Leuceana Leucocephala	2344	4332	6543	13219
Gmelina arborea	4209	0	4209	8418
Moringa oleifera	0	5432	4576	10008
Tamarindus indica (Tamarinier)	2433	5434	6432	14299
Tecktona grandis	13993	0	0	13993
Vitellaria paradoxa (Karité)	0	3779	0	3779
Mangifera indica (Manguier)	2454	21659	11876	35989
Citronnier simple	2344	27976	23197	53517
Total production	54 393	245 561	202 913	502 867

Figure 2 : Statistiques des plants produits en 2021



PARTICIPATION D'ABIOT À L'ATELIER DE LANCEMENT DE L'OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION POUR LE CHOIX DES ESPÈCES ET DES SOURCES DE SEMENCES POUR LA RESTAURATION DES PAYSAGES ET DES TERRES DÉGRADÉES AU CAMEROUN (YAOUNDÉ, 13 AVRIL, 2021): DIVERSITÉ POUR LA RESTAURATION (D4R).



Photo de famille de l'atelier

Contexte de l'atelier :

Pour soutenir les efforts de restauration des paysages, des forêts et des terres dégradées (RPF) en cours dans le Monde, et avoir des paysages résilients qui fournissent tous les produits et services écosystémiques attendus de la restauration, l'Alliance Bioersity International-CIAT (ABC) met en œuvre l'Initiative « Trees for Seeds » (www.bioersityinternational.org/trees-for-seeds/).

A travers cette Initiative, ABC fait de la recherche sur la RPF et les ressources génétiques des arbres, développe des outils pour faciliter la promotion et l'utilisation de la biodiversité des essences locales dans la RPF, et enfin renforce les capacités des parties prenantes à utiliser les produits de la recherche et les outils techniques sur le terrain.

Quelques activités de « Trees for Seeds » comprennent:

— l'établissement des réseaux et d'outils pour sauvegarder la diversité génétique des ressources forestières végétales.



Présentation du Directeur Général d'ABIOT (Monsieur Clement Sofalne) lors de l'atelier

En Afrique nous avons le Réseau

- SAFORGEN (Programme sur les Ressources Génétiques Forestières en Afrique Subsaharienne) regroupant 18 pays;
- l'identification des lacunes dans les systèmes d'approvisionnement en semences et des propositions de solutions pour les améliorer;
- le renforcement des capacités aux niveaux national et régional dans la production, la conservation et la sélection de semences;
- la sélection des espèces et du matériel végétal adaptés pour atteindre les objectifs de restauration, en particulier pour l'adaptation au changement climatique

PARTICIPATION D'ABIOGeT AUX ACTIVITÉS MARQUANT LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ABIOGeT A PRÉSENTÉ LE THÈME : « la restauration des écosystèmes de savanes sèches du Cameroun »

WORLD DAY ENVIRONMENT

June 08, Tue
11H-13H GMT

Restoration of EcoSystems

With the participation of Convention focal points, mayors of affected cities, representatives of the private sector, civil society, Indigenous peoples, media and youth.

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT 2021
LA RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES
Les écosystèmes de savanes sèches du Cameroun

MINEPDED/
Yaoundé
(08/06/2021)

PAR: Clément
SOFALNE,
ABIOGeT

ABIOGeT

PARTICIPATION D'ABIOTGeT À LA CÉRÉMONIE DE DISTRIBUTION DE LA STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE AU CAMEROUN (DOUALA, 15 – 16 AVRIL 2021). INVITÉE PAR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (MINEPDED).



**PLAN D' ACTIONS HARMONISE
(2020-2030)
POUR LA LUTTE CONTRE
LA DEGRADATION DES TERRES
ET DES PAYSAGES
FORESTIERS AU CAMEROUN**

**ETUDE RÉALISÉE PAR :
ACTIONS POUR LA BIODIVERSITÉ
ET GESTION DES TERROIRS (ABIOGeT)**

Octobre 2021

THE RESTORATION INITIATIVE **IUCN** **gef 30 years**

Document disponible dans les **bureaux d'ABIOGeT à Maroua, Garoua et Yaoundé**,
et sur le site web **www.abioget.org**



Animation communautaire à partir d'une boîte à images, par les femmes d'Adoumri/Bibémi

ORGANIGRAMME



NOS DOMAINES DE COMPÉTENCE

- 1) Amélioration des compétences en foresterie, agroforesterie et défense et restauration des sols;
- 2) Préservation de la biodiversité;
- 3) Contribution à l'éducation et la sensibilisation environnementale;
- 4) Gestion durable des terroirs (aménagement des bassins versants et la création des cadres de concertation ou des Tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire - Tables GIRT);
- 5) Promotion de l'entrepreneuriat et l'emploi vert pour les femmes et les jeunes;
- 6) Accès à l'eau potable et promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement;
- 7) Intervention dans l'assistance d'urgence, le relèvement précoce et le développement des moyens de subsistance en faveur des personnes affectées.



ABIOTeT

© ABIOTeT

- > **Siège social** : Maroua-Palar,
Boîte Postale : 127 Maroua-Cameroun
Tél : (237) 696 70 27 91 ou + (237) 690 39 32 10
- > **Bureau de Garoua** : Face Station CRTV Garoua
Téléphone : (237) 690 39 32 10; (237) 679 19 16 63
- > **Bureau de Yaoundé** : Yaoundé 6, Acacia/Biyem-Assi,
Rue 7.322 (Rue des Amandiers) - BP : 8698 Yaoundé
Tél: (+237) 222 315 225; 672 22 25 58
- > **Bureau du Canada** : 1377 Chemin Saint-Henri, Mascouche, QC J7K 2N5
Tél/Fax :+1 450 941 1338 Cell:+1 438-495-0195 (Canada)

E-mail : Contact@abioget.org

www.abioget.org